



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 AVRIL 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et publiés de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1643

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 9 mars 1910, de nommer Charles Edward Bischoff, de 4, rue Great Winchester, Londres, B. C., Angleterre, écuyer, solliciteur, commissaire pour recevoir des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaires pour tout acte ou document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec. 1655

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 22^e jour de mars 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Pontiac.—MM. Joseph J. Turner, rentier, William J. Eades, propriétaire de moulins, du village de Shawville, et Robert Moorhead, agent, du village de Bryson, comté de Pontiac.

District de Chicoutimi.—MM. Adélarde Ladouceur et Lazare Vaillancourt, marchands, de Saint-Cyriac, Joseph Ouellette, rentier, de Jonquières, Jean-Baptiste Gagnon, commis, de Saint-Alexis, Israël Morin, rentier, de Chicoutimi, et Louis Bergeron, cultivateur, de Saint-Louis Nazaire.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd APRIL, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 1644

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th March, 1910, to appoint Charles Edward Bischoff, of 4, Great Winchester street, London, B. C., England, esquire, solicitor, a commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec. 1655

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd day of March, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Pontiac.—Messrs. Joseph J. Turner, rentier, William J. Eades, mill owner, of the village of Shawville, and Robert Moorhead, agent, of the village of Bryson, county of Pontiac.

District of Chicoutimi.—Messrs. Adélarde Ladouceur and Lazare Vaillancourt, merchants, of Saint-Cyriac, Joseph Ouellette, rentier, of Jonquières, Jean-Baptiste Gagnon, clerk, of Saint-Alexis, Israël Morin, rentier, of Chicoutimi, and Louis Bergeron, farmer, of Saint-Louis Nazaire.

District de Saint-François. — M. Cecil Lorne Brown, médecin, de Ayers Cliff, comté de Stanstead.

District de Québec. — M. Louis Charles Lanouette, employé à la douane, de la cité de Québec.

District d'Ottawa. — M. Arthur Lortie, marchand, de Saint-François Régis (Lac aux Ecorces), comté d'Ottawa.

District de Trois-Rivières. — M. Joseph Fleury, commerçant, de Trois-Rivières.

District de Saguenay. — M. Wilfrid Landry, pêcheur, de Natashquan, comté de Saguenay.

District de Montréal. — M. Alphonse Bourassa, fonctionnaire au bureau de poste, de la cité de Montréal. 1641

District of Saint Francis. — Mr. Cecil Lorne Brown, physician, of Ayers Cliff, county of Stanstead.

District of Quebec. — Mr. Louis Charles Lanouette, customs employee, of the city of Quebec.

District of Ottawa. — Mr. Arthur Lortie, merchant, of Saint François Régis (Lac aux Ecorces), county of Ottawa.

District of Three Rivers. — Mr. Joseph Fleury, trader, of Three Rivers.

District of Saguenay. — Mr. Wilfrid Landry, fisherman, of Natashquan, county of Saguenay.

District of Montreal. — Mr. Alphonse Bourassa, post office official, of the city of Montreal. 1642

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité des cantons unis Ditchfield et Spalding comté de Lac Mégantic, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1675qq de la loi qui régit les cercles agricoles.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 30 mars 1910.

1673

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1910, constituant en corporation MM. Laurent Justinien Marchand, industriel, Georges Napoléon Monty, comptable, Honoré St. Cyr, contre-maître, de la ville Emard, Joseph Edouard Leduc, commis, de Verdun, et Auguste Saindon, charretier, de la ville Emard, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement trafiquer des limites à bois, du bois debout, des pouvoirs d'eau et emplacements pour moulins.

Acheter, acquérir, posséder et exploiter des moulins à scie et à raboter, des moulins à pulpe et à papier, et faire tout commerce en découlant ou s'y rattachant généralement ;

Manufacturer des portes, châssis, persiennes, jalousies, "fixtures", et ornements de maison en général et des meubles de toutes sortes ;

Manufacturer des voitures, chaises et véhicules de toutes sortes, des boîtes et caisses de tout genre, et s'occuper de la manufacture et du commerce de tous les produits, marchandises ou articles, dont la partie composante sera de bois, de papier ou pulpe ;

Manufacturer des yachts de toutes sortes, à voile, à la vapeur, à la gazoline, ou mus par tout autre pouvoir ;

Contracter avec une personne ou avec une société pour bâtir et faire tous travaux privés et publics et entreprises de tous genres, et faire le commerce de contracteurs généraux ;

Acheter, prendre à bail, ou acquérir autrement, vendre ou louer ou disposer autrement d'aucun et de tout brevet, invention, marque de commerce, nom de commerce se rattachant ou applicable aux fins de la compagnie ;

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs, ou faire toute entente pour le partage des profits ou autrement avec quiconque se livre ou est sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée de faire ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et prendre avec "as a going concern", le commerce établi dans la ville de Verdun, dans la province de Québec, par "The Verdun Lumber Company", une société commerciale ordinaire, de même acquérir et posséder tout autre commerce établi par une autre personne ou tout corps constitué en corporation de nature semblable à celui pour lequel autorisation est donnée à "L. J. Marchand, incorporé", et

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the united townships Ditchfield and Spalding, county of Lake Mégantic, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the act governing farmers' clubs.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 30th March, 1910.

1674

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 26th day of March, 1910, incorporating Messrs. Laurent Justinien Marchand, manufacturer, George Napoléon Monty, accountant, Honoré St. Cyr, foreman, of the town of Emard, Joseph Edouard Leduc, clerk, of Verdun, and Auguste Saindon, carter, of the town of Emard, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise, hold or lease, sell or otherwise trade in timber limits, standing timber, water powers and mill sites.

To purchase, acquire, own and exploit saw and planing mills, pulp and paper mills, and carry on any business attached thereto or connected therewith generally ;

To manufacture doors, windows, blinds, shutters, fixtures, and house ornaments in general and furniture of all kinds ;

To manufacture carriages, coaches and vehicles of all kinds, boxes and cases of all descriptions, and manufacture and trade in all the products, merchandise or articles composed of wood, paper or pulp ;

To manufacture yachts of all kinds, sail, steam, gasoline, or moved by any other power ;

To contract with any person or company to build and complete any private and public works and undertakings of all kinds, and carry on the business of general contractors ;

To purchase, lease or otherwise acquire, sell, let or otherwise dispose of all or any patent of invention, trade mark, trade name connected with or applicable to the purposes of the company ;

To enter into undertakings, have common interests, or make any agreement for the sharing of profits or otherwise with any one engaged in or on the point of engaging in any similar trade that the company will be authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and take over as going concern the business established in the town of Verdun, in the province of Quebec, by "The Verdun Lumber Company", an ordinary commercial company, and also acquire and hold any other business established by another person or any incorporated body of a like nature to that for which authorization is given to "L. J. Marchand, incorporé", and to issue paid up shares under the name

d'émettre des parts acquittées sous le nom de "L. J. Marchand, incorporé", pour le paiement partiel ou total du prix d'achat ou du loyer résultant de ces transactions ;

Acquérir des terrains non bâtis dans le but de les bâtir et de les revendre ainsi bâtis, sous le nom de "L. J. Marchand, incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la ville Emard.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

1649

Québec, 21 mars 1910.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, de la municipalité de Robertsonville, comté de Mégantic, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

1549.2

No 479.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité "d'Hinchinbrooke," dans le comté d'Huntingdon, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur propre municipalité ou conjointement avec d'autres syndics ou commissaires d'écoles de leur croyance religieuse dans une municipalité voisine; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

P. B. DELABRUERE,
Surintendant.

Québec, 19 mars 1910.

1451.3

No. 1650.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Northfield, le canton de Northfield avec les mêmes limites que celles assignées à ce canton par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 10 juin 1861.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph P. Alfred Bonin, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Bonin, en son vivant notaire public, de la cité de Montréal, district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province

Québec, 14 mars 1910.

1417.3

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars

of "L. J. Marchand, incorporé", for the partial or total payment of the purchase price or rental accruing from such transactions ;

To acquire vacant lots for the purpose of building on them and reselling them when thus built, under the name of "L. J. Marchand, incorporé", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the town of Emard.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty sixth day of March, 1910.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

1650

Quebec, 21st March, 1910.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of Robertsonville, county of Mégantic, to obtain the authorization to publish in the french language only, any notice, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

1550

No. 479.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

NOTICE.

Whereas the trustees of the dissident schools of the municipality of "Hinchinbrooke", in the county of Huntingdon, have allowed a year to elapse without having a school in their own municipality or jointly with other trustees or commissioners of their own religious faith, in an adjoining municipality ; I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I will recommend to the Lieutenant Governor in council, that the corporation of the trustees of the said dissident schools for the said municipality, be declared dissolved, within the time prescribed by law.

P. B. DELABRUERE,
Superintendent.

Québec, 19th March, 1910.

1452

No. 1650-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Northfield, the township of Northfield with the said limits assigned to such township by proclamation of the Lieutenant Governor in council dated the 10th June, 1861.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, by Joseph P. Alfred Bonin, esquire, notary public, practising and residing in the town of l'Assomption, county of l'Assomption, district of Joliette, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Bonin, in his lifetime notary public, of the city of Montréal, district of Montréal, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial secretary.

Québec, 14th March, 1910.

1418

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the 18th day of

1910, constituant en corporation "The Royal Montreal Golf Club", dans les buts suivants :

Acheter, louer ou acquérir autrement cent cinquante (150) acres de terre dans le district de Montréal en addition au montant autorisé par sa charte originale d'incorporation, et vendre, hypothéquer, aliéner toute telle terre maintenant en sa possession ou qui peut être acquise à l'avenir comme susdit, ou en disposer autrement ;

Placer tout surplus des argents de la compagnie dans le rachat de ses propres obligations ou débetures, sous le nom de "The Royal Montreal Golf Club", avec un capital total de quinze cents piastres (\$1,500.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de deux piastres (\$2.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,

1523.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18 mars 1910, constituant en corporation MM. James Perrault, tailleur de pierre, de Montréal, Ouséime Audy, tailleur de pierre, de Bordeaux, Henry Reynaud, hôtelier, Honoré Reynaud, gentilhomme, et Pierre Drouin, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants : l'exploitation des carrières et faire toutes sortes de travaux de constructions, sous le nom de "La Compagnie Perrault, Audy, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10 000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1521.

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1910, constituant en corporation la succession L. Tourville, Rodolphe Tourville, Arthur Tourville, industriels, la succession Joël Leduc, et Edouard Ouellette, industriel, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce et le transport de bois et des produits qui en dépendent ; établir, construire, acheter, louer, vendre des moulins et fabriques pour tirer partie, de toute façon, du bois et des produits qui en dépendent et de tous autres produits forestiers ; acheter, louer, vendre et exploiter tous terrains forestiers et coupe de bois et carrières ; acheter, louer, vendre des terrains miniers et acquérir tous droits d'exploitation de mines ; exploiter toutes mines et fabriquer tous minéraux et métaux et établir et exploiter toute fabrique d'engrais ; acquérir, louer et vendre tous pouvoirs hydrauliques et les exploiter ; construire et entreprendre la construction de toutes bâtisses, ouvrages et travaux pour usage public ou privé ; construire des chemins, canaux, glissoirs, puits, entrées, éleveurs, quais, bassins, écluses, bassins de radoub, bûches et estacades, bateaux mûs par la vapeur ou autre pouvoir moteur, barges, les louer et les vendre ; construire des engins, chars et faire toutes autres constructions et travaux utiles et nécessaires pour se servir efficacement des pouvoirs susdits ; hypothéquer ses propriétés immobilières ; acheter tous terrains utiles ou nécessaires pour l'exercice d'aucun des pouvoirs susdits ; acquérir des intérêts dans toute corporation, société ou entreprise, publique ou privée ; acquérir, acheter, louer les biens de personnes, sociétés, compagnies ou corporations faisant un commerce semblable ou s'y rattachant en

March, 1910, incorporating "The Royal Montreal Golf Club", for the following purposes :

To purchase, take on lease or otherwise acquire one hundred and fifty (150) acres of land in the district of Montreal, in addition to the amount authorized by the original charter of incorporation, and to sell, hypothecate, lease, alienate or otherwise dispose of any such land now held or that may be hereafter acquired as aforesaid ;

To invest any surplus moneys of the company in the redemption of its own bonds or debentures under the name of "The Royal Montreal Golf Club," with a total capital stock of fifteen hundred dollars (\$1,500.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of two dollars (\$2.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this 18th day of March, 1910.

JOS. DUMONT,

1524

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of March, 1910, incorporating Messrs James Perrault, stone cutter, of Montreal, Ouséime Audy, stone cutter, of Bordeaux, Henry Reynaud, hotel-keeper, Henry Reynaud, gentleman, and Pierre Drouin, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To operate quarries and carry on all kinds of construction work under the name of "La Compagnie Perrault, Audy Limited", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this 18th day of March, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1522

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1910, incorporating the estate L. Tourville, Rodolphe Tourville, Arthur Tourville, manufacturers, the estate Joël Leduc and Edouard Ouellette, manufacturer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business and conveyance of wood and the products thereof ; to establish, construct, purchase, lease, sell mills and manufactures, to make advantage in any manner, of wood and the products thereof and of all other forest products ; to purchase, lease, sell and operate all forest lands and cuts of wood and quarries ; to purchase, lease, sell mining lands and acquire all rights to operate mines ; to operate mines and manufacture all minerals and ores and establish and operate any fertilizing plants ; to acquire, lease and sell all water powers and operate same ; to construct and undertake the construction of all buildings and works for public or private use ; to construct roads, canals, sudes, bridges, warehouses, elevators, wharves, basins, sluices, graving docks, buoy and booms, boats moved by steam or other motive power, barges, lease and sell same ; to construct engines, cars, and make any other constructions and works useful or necessary to efficaciously make use of the aforesaid powers ; to hypothecate its immovable property ; to purchase all lands useful or necessary for the exercise of any of the aforesaid powers ; to acquire interests in any corporation, firm or enterprise, public or private ; to acquire purchase, lease the property of persons, firms, companies or corporations carrying a similar business or connected herewith in whole or in part, and also the bonds, debentures and shares of such companies or cor-

tout ou en partie, ainsi que les bons, débetures et actions de telles compagnies ou corporations, acquérir, acheter des bons, débetures et actions d'autres compagnies ou corporations publiques ou privées et en disposer, sous le nom de "La Compagnie des moulins à bois Tourville", "The Tourville Lumber Mills Company", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en dix mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,

1265.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1910, constituant en corporation MM. J. Camille Pouliot, avocat, de Fraserville, C. Alfred R. Desjardins, industriel, de Saint-André, Madame Eugénie Lemieux-Pouliot, Amédée E. Thivierge, marchand, William Lachance, manufacturier, Jos. Viel, marchand, tous de la ville de Fraserville, J. Emile Girard, arpenteur-géomètre, Gustave C. Piché, ingénieur-forestier, Eugène Rouillard, publiciste, Louis Alphonse Pouliot, avocat, tous de la cité de Québec, Hermidas A. Lemieux, inspecteur des douanes, Eugène Lemieux, dentiste, de la cité de Montréal, Ovide Brouillard, négociant, de Drummondville, Madame Eléonore Mertens, artiste-peintre, de la cité d'Ottawa, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de propagande et de réclame en faveur de la région du bas Saint-Laurent, faisant connaître et mettra en relief par l'annonce, la littérature, la lithographie, la gravure, et par l'impression et la publication de revues, albums, indicateurs, horaires, cartes, plans et journaux, les centres commerciaux et industriels ainsi que les divers endroits de villégiature, et les plages balnéaires échelonnées sur les deux rives du Saint-Laurent et, notamment, publier à ces fins des bulletins d'information et un guide balnéaire "Le Touriste", et généralement faire le commerce d'imprimerie, reliure et librairie ;

Promouvoir et propager au moyen de concours ou autrement, la connaissance des ressources et richesses nationales de cette partie de la province, et accentuer le développement et la prospérité de ceux de ces endroits les plus avantageusement situés, en y érigeant, y établissant et y faisant converger de nouvelles industries ;

Louer ou autrement acquérir et exploiter des pouvoirs d'eau pour des fins quelconques d'éclairage ou de pouvoir moteur, dans les comtés de Charlevoix, Saguenay, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski, ainsi que des territoires de chasse et de pêche ; y compris des baies ou autres endroits favorables à la culture du homard et des huîtres, fonder, établir et maintenir un ou plusieurs clubs à l'une quelconque de ces fins sous la direction et gouverne générale de la compagnie ;

Louer ou autrement acquérir, posséder et exploiter, soit personnellement ou en fidéicommiss pour d'autres personnes, compagnies ou corporations, des propriétés, terrains, parcs, bains publics ou des endroits de villégiature ; y louer, acquérir, construire, vendre ou gérer par elle-même ou par d'autres personnes pour elle, des hôtels, cottages, maisons, lots ou autres établissements quelconques, pour fins de divertissements, sports, spectacles, dramatiques, concerts, conférences et assemblées quelconques.

Établir, maintenir et exploiter un ou des services téléphoniques ainsi que un ou plusieurs services d'automobiles ou autres modes quelconques de transportation (autre que le tramway) et de messageries, en rapport avec chacune des différentes entreprises de la compagnie ;

Prendre et souscrire des actions et intérêts dans d'autres compagnies, et obtenir, recevoir, accepter

poration ; to acquire, purchase bonds, debentures and shares of other companies or corporations, public or private, and dispose thereof, under the name of "La Compagnie des Moulins à bois Tourville", The Tourville Lumber Mills Company", with a total capital of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into twenty five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this 4th day of March, 1910.

JOS. DUMONT,

1266

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 15th day of March, 1910, incorporating Messrs J. Camille Pouliot, advocate, of Fraserville, C. Alfred R. Desjardins, manufacturer, of Saint-André, Madame Eugénie Lemieux Pouliot, Amédée E. Thivierge, merchant, William Lachance, manufacturer, Jos. Viel, merchant, all of the town of Fraserville, J. Emile Girard, land surveyor, Gustave C. Piché, forestry engineer, Eugène Rouillard publicist, Louis Alphonse Pouliot advocate, all of the city of Québec, Hermidas A. Lemieux, inspector of customs, Eugène Lemieux, dentist, of the city of Montreal, Ovide Brouillard, trader, of Drummondville, Madame Eléonore Mertens, artist, of the city of Ottawa, for the following purposes :

To organize and establish a promulgation and publicity system for the lower Saint Lawrence region, making conspicuous and known by advertisement, literature, lithography, engraving, and by the printing and publication of reviews, albums, indicators, guides, cards, maps and newspapers, the commercial and industrial centres and the various summer and sea-side resort along both shores of the Saint Lawrence, and specially, to publish for such purpose, informations bulletins and a sea-side guide "Le Touriste", and generally carry on the business of printing, binding and book selling ;

To promote and diffuse by meetings or otherwise, the national riches and resources of the said part of the province, and emphasize the development and prosperity of such of these places the most advantageously situated, by directing, establishing and converging new industries thereto ;

To lease or otherwise acquire and exploit water powers for any purposes of lighting or motive power, in the counties of Charlevoix, Saguenay, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata and Rimouski, and also fish and game territories, including bays or other favorable place for the culture of lobsters and oysters ; to found, establish and maintain one or more clubs for any of the said purposes under the direction and general management of the company ;

To lease or otherwise acquire, hold and exploit, either personally or as trustee for other persons, companies or corporations, properties, lands parks, public baths or summer resorts ; and there lease, acquire construct, sell or manage by itself or by other persons for it, hotels, cottages, houses, lots or other establishments whatsoever, for amusement purposes, sports, dramatic entertainments, concerts, lectures and meetings of any kind ;

To establish, maintain and operate one or more telephone services and one or more automobile services, or other means whatsoever (other than tramway) of conveyance and communication in connection with each of the different undertakings of the company ;

To take and subscribe for stock and interests in other companies, and obtain, receive, accept sub-

des souscriptions d'actions de la part d'autres compagnies incorporées de même que des exemptions de taxes, bonus, droits ou autres privilèges à titre onéreux ou gratuits, de la part de toutes compagnies ou corporations quelconques, et faire et passer avec elles des contrats d'annonces et de réclame ;

Contracter des emprunts et hypothéquer pour en assurer le remboursement, les immeubles possédés par la compagnie, et émettre des débetures à cette fin ;

Généralement faire à tous objets tous règlements quelconques, sujets d'ailleurs aux clauses, conditions et stipulations mentionnées au mémoire signé par les promoteurs ;

Conférer à diverses personnes, compagnie ou corporations le titre de membre agrégé, de membre collaborateur ou de membre honoraire pour les considérations et périodes et aux conditions et contributions qu'il plaira au bureau de direction de fixer et établir de temps à autre, et accorder ou faire obtenir à chacun de ses membres certains avantages, rétributions ou bénéfices en retour de leurs services et collaboration, sous le nom de "Syndicat des Touristes, Incorporé". avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à la Rivière-du-Loup (Fraserville, P. Q.)

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de mars 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

1541.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 mars 1910, constituant en corporation MM. Alfred Gaulin, industriel, Damase Bélanger, rentier, Edmond Bélanger, boulanger, Edmond Ruel, boucher, Pierre Bolduc et Pierre Couture, cultivateurs, de la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny, et Edouard Hunt, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer toutes espèces de moulins à battre et autres instruments agricoles ;

Acheter des terrains et les machines et outils nécessaires pour les dites exploitations ;

Manufacturer toutes machines et tous outils et tout ce qui peut servir aux dites exploitations ;

L'exploitation de moulins à farine, moulins à carder la laine, moulins à scier le bois, meuneries ;

Exploitation d'usines et de manufactures pour la fabrication du bois et du fer sous toutes ses formes ;

Construire des locomotives de chemins de fer, des chars de chemins de fer électriques ou à vapeur ou mus par tout autre pouvoir ;

Manufacturer toutes espèces de briques, de tuyaux de grès, ou de poterie où la terre entre comme élément principal ;

Construire en brique ou en bois ou en toutes espèces de matériaux des maisons ou autres édifices quelconques ;

Faire généralement le commerce de brique et de matériaux de construction, et fabriquer en général tous les matériaux artificiels qui peuvent entrer dans la construction ;

Fabriquer généralement des machineries, obtenir des brevets d'inventions, les posséder et les exploiter ;

Acquérir ou exploiter des terrains ou se trouve du bois de construction, du bois de chauffage, établir des manufactures pour la construction du bois en général ;

Acquérir, et exploiter des lots à bâtir, construire des maisons et les vendre et faire en général le commerce de constructeurs de maisons pour les louer ou les vendre ; tenir des magasins, acquérir des terrains, les diviser en lots à bâtir, les construire, vendre, louer ou acheter ou en disposer de quelque façon que ce soit ;

scriptions for stock on the part of other incorporated companies and also exemptions from taxes, bonus, rights or other privileges on onerous or gratuitous title, on the part of any companies or corporations whatsoever, and make and enter into advertisement and publicity contracts with them ;

To contract loans and hypothecate for to assure the repayment thereof, the immoveables held by the company, and issue debentures for such purpose ;

Generally make for all objects any by-laws whatsoever, subject however to the clauses, conditions and stipulations mentioned in the memorandum signed by the promoters ;

To confer on various persons, companies or corporations the title of fellow member associate member or honorary member for the considerations and time, and on the conditions and contributions that it may please the board of directors to fix and establish from time to time, and grant and obtain for each of its members certain advantages, remuneration or benefits in return for their services and assistance, under the name of "Syndicat des Touristes, Incorporé", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Rivière du Loup (Fraserville, P. Q.)

Dated from the office of the secretary of the province, this 15th day of March, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

1542

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of March, 1910, incorporating Messrs. Alfred Gaulin, manufacturer, Damase Bélanger, rentier, Edmond Bélanger, baker, Edmond Ruel, butcher, Pierre Bolduc and Pierre Couture, farmers, of the parish of Saint Francis, county of Montmagny, and Edouard Hunt, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture all kinds of threshing mills and other agricultural implements ;

To purchase lands and the machinery and tools necessary for the said operations ;

To manufacture any machinery and tools and everything useful to the said operations ;

To operate flour mills, carding mills, woolen mill, saw mills, mills in general ;

To operate shops and factories for the manufacture of wood and iron in all its forms ;

To construct railway locomotives, electric or steam cars or cars moved by any other power ;

To manufacture all kinds of brick, clay pipes or earthenware that earth enters into as the principal ingredient ;

To construct in brick or in wood or in any kind of materials, houses or any other buildings whatsoever ;

To trade generally in brick and construction materials, and to manufacture in general all the artificial materials that enter into construction work ;

To manufacture machinery generally, obtain patents of invention, hold and exploit same ;

To acquire or exploit lands whereon lumber and firewood is to be found, to establish mills for the manufacture of wood in general ;

To acquire and exploit building lots, construct and sell houses and carry on generally the business of house builders to lease or sell same ; to keep shops, acquire lands, divide them into building lots, construct, sell, lease, purchase or dispose of same in any way whatever ;

Construire, outiller, acquérir et posséder des usines, manufactures, des pouvoirs d'eau dans les comtés de L'Islet, Bellechasse, Montmagny et Beauce, des pouvoirs moteurs, des meubles et des immeubles, terrains et autres objets ;

Faire construire, acquérir, posséder et exploiter des hôtels, maisons de pension, restaurants ;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes manufactures ou industries ou les droits de toute personne sur ces manufactures ou sur ces industries d'une ou de plusieurs sociétés commerciales ou d'une ou de plusieurs compagnies à fonds social exploitant aucun des objets de la présente compagnie ;

Acquérir et posséder par achat, échange ou autrement des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Donner en paiement de services, de comptes, de tous biens meubles et immeubles qu'elle pourrait acquérir, des actions entièrement libérées ou partiellement libérées de la présente compagnie ;

Pouvoir transférer par vente, échange ou autrement les actions de la présente compagnie à d'autres compagnies constituées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Tenir des magasins pour toutes les dites fins, et en général faire toutes autres opérations permettant à la compagnie d'atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée, sous le nom de "La Compagnie Gaulin, Limitée", avec un capital total de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), divisé en douze cent cinquante (1250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-François, comté de Montmagny.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1519-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21 mars 1910, constituant en corporation MM. Joseph St. Onge, père, bourgeois, Dolphis Déguire, hôtelier, J. Alfred Masson, marchand de vins, Stanislas Wilfrid Laroche, médecin, Herménégilde Lapière, hôtelier, Henri DeGrandpré, médecin, Adolphe N. Tisseur, marchand, Joseph Lafontaine, entrepreneur, Auguste Lecompte, ingénieur, Pierre Lefebvre, fabricant de voitures, Jean Baptiste Gagnier, commerçant, Adolphe Lebœuf, marchand de fer, Donat Lebœuf, boucher, Frank Wesley, restaurateur, tous de la cité de Salaberry de Valleyfield, dans les buts suivants :

Acquérir, construire et mettre et tenir en opération dans la cité de Salaberry de Valleyfield ou ailleurs, dans la province de Québec, un ou des terrains pour les courses de chevaux et autres courses quelconques et y ériger toutes les bâtisses nécessaires pour les besoins de ces concours ;

Acquérir, posséder, louer et conduire des établissements de pension et de vente pour animaux, établir un manège et une école d'équitation, et faire le commerce des chevaux et autres animaux ;

Organiser et contrôler des expositions agricoles, horticoles et industrielles ou autres expositions de même nature, ou louer les terrains de la compagnie et ses propriétés ou des parties d'iceux pour des expositions ou autres fins à d'autres compagnies ou à d'autres personnes ; charger et percevoir des prix d'entrée et contrôler, dans les limites des terrains possédés ou loués par elle durant une exposition, le droit de vendre des rafraichissements, des aliments ou des produits de toute sorte ;

Organiser et contrôler pendant les expositions les ventes à l'encan ou autrement des chevaux ou autres animaux et des produits agricoles et instruments aratoires, et percevoir un revenu à cet effet, soit par commission, soit autrement ;

To construct, equip, acquire and own shops, factories, water powers in the counties of L'Islet, Bellechasse, Montmagny and Beauce, motive powers, moveables and immoveables land and other objects ;

To construct, acquire, hold and exploit, hotels, boarding houses, restaurants ;

To acquire the assets or assume the liabilities of any manufactory or industry or the rights of any person in such manufactory or industry, of one or more joint stock companies operating any of the objects of this company ;

To acquire and hold by purchase, exchange or otherwise shares in other companies formed for one or more of the objects of this company ;

To give in payment for services, accounts, all moveable and immoveable property it may acquire, fully or partially paid up shares of this company ;

To be able to transfer by sale, exchange or otherwise the stock of this company to other companies constituted for one or more of the objects of the present company ;

To keep shops for all the said purposes, and in general carry on all other operations for the attainment of the objects for which the company is constituted, under the name of "La Compagnie Gaulin, Limitée", with a total capital of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00), divided into twelve hundred and fifty (1250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Saint Francis, county of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1520

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of March, 1910, incorporating Messrs. Joseph St. Onge, senior, gentleman, Dolphis Déguire, hotel-keeper, J. Alfred Masson, wine merchant, Stanislas Wilfrid Laroche, physician, Herménégilde Lapière, hotel-keeper, Henri DeGrandpré, physician, Adolphe N. Tisseur, merchant, Joseph Lafontaine, contractor, Auguste Lecompte, engineer, Pierre Lefebvre, carriage maker, Jean Baptiste Gagnier, trader, Adolphe Lebœuf, iron merchant, Donat Lebœuf, butcher, Frank Wesley, restaurant-keeper, all of the city of Salaberry de Valleyfield, for the following purposes :

To acquire, construct and put and keep in operation in the city of Salaberry de Valleyfield, in the province of Quebec, one or more grounds for horse racing and other racing whatsoever, and erect thereon all the buildings necessary for the needs of such contests ;

To acquire, own, lease and conduct livery and sale stables for animals, to establish a training and riding school, and trade in horses and other animals ;

To organize and control agricultural, horticultural and industrial exhibitions or other exhibitions of a like nature, and lease the grounds of the company and its property or parts thereof, for exhibitions or other purposes, to other companies or other persons ; to charge and collect prices of admission, and control within the limits of the grounds owned or leased by it during an exhibition, the right to sell refreshments, food or produce of any kind ;

To organize and control during the exhibitions the sales by auction or otherwise of the horses or other animals and the agricultural products and farming implements, and collect a charge for such purpose either by commission or otherwise ;

Exiger une contribution des exposants ; accorder, donner et payer les prix ; louer ou donner à bail des stalles, compartiments, chambres et places dans chacune des bâtisses ou constructions ou dans toutes les parties des terrains et propriétés de la compagnie, pendant l'exposition et en tout autre temps ; exiger un prix d'entrée des visiteurs et autres personnes ;

Promouvoir et encourager les jeux athlétiques, et, à cet effet, organiser, conduire et contrôler des clubs de récréation ou d'amusements extérieurs quelconques, soit sur les terrains de la compagnie, soit en dehors, pour les fins ci-dessus, construire et faire toutes bâtisses, quais, glissoires, ronds, patinoirs, gymnases et autres travaux nécessaires pour procurer à ces clubs des jeux et amusements de toutes sortes tendant au développement physique et intellectuel de ses membres ;

Promulguer, abroger, amender et modifier des règlements et des règles concernant l'admission et l'expulsion des membres de ces clubs, ainsi que la réglementation et la conduite des courses, des jeux de Lacrosse, "football, baseball, hockey et autres jeux athlétiques, des concours et des expositions tenus sur les terrains de la compagnie ou sous son contrôle, le maintien de l'ordre et la prévention et suppression de toute offense contre la loi ;

Posséder et acquérir par achat, bail ou autrement des biens meubles ou immeubles, et les clientèles, franchises, droits et privilèges de toute sorte utiles et nécessaires aux affaires de la compagnie, et les payer, en tout ou en partie, en argent ou en actions libérées, obligations ou autres garanties ou valeurs ;

Acquérir et continuer l'entreprise, en actif et passif, de toute personne ou compagnie faisant en tout ou en partie des affaires semblables à celles que la compagnie est autorisée à faire, et dans ce but acquérir toutes les actions de telle compagnie ou aucune d'elles ;

Améliorer, administrer, échanger, louer et vendre les biens de la compagnie, en argent ou en actions, obligations et autres garanties d'une autre compagnie, et en acheter de nouveau, et disposer de l'entreprise de la compagnie pour les mêmes considérations ;

Se fusionner et amalgamer avec toute autre compagnie, société ou personne dans le même genre d'affaires ;

Faire aucune convention avec tout gouvernement ou autre autorité, municipale, locale ou autre, pour aider la compagnie dans la poursuite de ses opérations, et obtenir de telles autorités, tous droits, privilèges et concessions, et les mettre à exécution sous le nom de "La Compagnie du Parc Saint-Onge, Limitée", avec un capital total de dix-huit mille piastres (\$18,000), divisé en cent quatre-vingt (180) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Salaberry de Valleyfield.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
1551.2 Secrétaire de la province.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Vente des terrains d'exposition de l'ancienne Compagnie Industrielle et Agricole de St-Jean, P.Q.

AVIS.

Le gouvernement de Québec a décidé de vendre les terrains d'exposition ci-haut mentionnés, situés en la ville de St-Jean, P. Q., contenant environ 24 arpents en superficie, avec les édifices dessus construits.

Le ministre de l'agriculture invite tous ceux qui désireraient devenir propriétaires de ces terrains à les visiter et à lui transmettre leurs offres.

On peut se renseigner sur la désignation des dits

To exact a contribution from the exhibitors ; to grant, give and pay the prizes ; to lease or let stalls, compartments, rooms and places in each of the buildings or constructions or in any part of the grounds and property of the company, during the exhibition and at any other time ; to exact an admission fee from visitors and other persons ;

To promote and encourage athletic games, for such purpose, to organize, conduct and control outdoor recreation and amusement clubs whatsoever, either on the grounds of the company, or outside of same ; for the above purposes, to construct and make all buildings, wharves, slides, rings, skating rinks, gymnasiums and other works necessary to procure for such clubs, games and amusements of the kinds tending to the physical and intellectual development of its members ;

To promulgate, repeal, amend and modify by-laws and rules respecting the admission and expulsion of members of such clubs, and the management and conduct of the races, games of Lacrosse, football, baseball, hockey and other athletic games, of the contests and exhibitions held on the grounds of the company or under its control, the maintenance of order and the prevention and suppression of any offence against the law ;

To hold and acquire by purchase, lease or otherwise moveable or immoveable property, and the custom, franchise, rights and privileges of any kind useful and necessary for the business of the company, and pay for same, in whole or in part, in cash or in paid up shares, bonds or other values securities ;

To acquire and continue the undertaking with the assets and liabilities of any person or company carrying in whole or in part a similar business to that the company is authorized to carry on, and for such purpose acquire all the stock of such company or any part thereof ;

To improve, manage, exchange, lease and sell the property of the company for money or stock, bonds or other securities of another company, and repurchase and dispose of the undertaking of the company for the same considerations ;

To unite and amalgamate with any other company, firm or person in the same kind of business ;

To make any agreement with any government or other authority, municipal local or other, to aid the company in the pursuit of its operations, and obtain from such authorities, all rights, privileges and concessions, and put same into execution, under the name of "La Compagnie du Parc Saint-Onge, Limitée", with a total capital of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Salaberry de Valleyfield.

Dated from the office of the secretary of the province, this 21st day of March, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
1552 Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Sale of the exhibition grounds of the former "Compagnie Industrielle et Agricole de Saint-Jean," P. Q.

NOTICE.

The Quebec Government has decided to sell the above mentioned exhibition grounds, situate in the town of Saint John, P. Q., containing about 24 arpents in superficies—with the buildings thereon erected.

The Minister of Agriculture invites all those desirous of becoming proprietors of such grounds, to visit same and transmit him their offers.

Information may be had concerning the descrip-

terrains, ainsi que sur les charges et conditions de la vente, en s'adressant au bureau du gouvernement, à Montréal, 9, rue St-Jacques, au bureau du registraire, à St-Jean, P. Q., et au ministère de l'agriculture, à Québec.

Les soumissions pour l'achat de cet immeuble devront être adressées au ministre de l'agriculture, à Québec, le ou avant le 15 avril prochain.

Le gouvernement ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Par ordre,

B. MICHAUD,

Secrétaire du Ministère de l'Agriculture.
Québec, 21 février 1910. 1023.5

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 10 février 1910.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-neuvième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le cinquième jour du mois d'avril prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le douzième jour du dit mois d'avril.

L. G. DESJARDINS,

805.2 Greffier de l'Assemblée législative

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis

tion of the said grounds and also the charges and conditions of the sale, by applying to the government office, at Montreal, 9, Saint James street, the registrar's office, at Saint Johns, P. Q., and the department of agriculture, at Quebec.

Tenders for the purchase of the said immovable must be addressed to the Minister of Agriculture, at Quebec, on or before the 15th of April next.

The government does not bind itself to accept any of the tenders.

By order,

B. MICHAUD,

Secretary of the Minister of Agriculture.
Quebec, 21st February, 1910. 1024

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 10th February, 1910.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty ninth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the fifth day of the month of April next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the twelfth day of said month of April.

L. G. DESJARDINS,

806 Clerk of Legislative Assembly

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner,

des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors d'une seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1645

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le

give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid here.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same shall be paid in each house.

R. CAMPBELL,

1646

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any indivi-

déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

dual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition, and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'incorporation de "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", ayant son principal bureau à Québec, et ayant pour objet de combattre la tuberculose et de lutter contre ses progrès.

Québec, 24 mars 1910.

1653

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Soulanges Power Company", avec siège principal dans la cité de Montréal, avec pouvoirs de construire, développer, acquérir, posséder et exploiter des forces hydrauliques dans les comtés de Soulanges et Vaudreuil, dans la province de Québec; de construire, entretenir et exploiter des travaux, canaux, coursiers et autres constructions nécessaires pour l'exploitation de ces forces hydrauliques et en particulier de construire un canal partant d'un point sur le Saint Laurent, à l'ouest du Canal Soulanges, et venant se jeter dans le Saint Laurent au confluent de la rivière Ottawa; posséder ou autrement acquérir, utiliser, aliéner toutes propriétés immobilières jugées utiles pour les besoins de ses entreprises ou opérations; de produire, développer, vendre, transmettre du pouvoir, de la chaleur et de la lumière.

CHARLES BUTTLE
KNOWLTON CARPENTER,
EMILIEN ALFRED MANNY,
C. B. HIBBARD,

Requérants.

Montréal, 11 mars 1910.

1437.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Alexander Saad, Salim Bouziane, Joseph Tabah, Salim Kassab et John Shamy, tous de la cité de Montréal, pour obtenir un acte d'incorporation constituant une corporation ecclésiastique sous le nom de "The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas", et pour autres fins.

PERCY C. RYAN,
Procureur des requérants.

Montréal, 4 mars 1910.

1453.3

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné par J. Emile Vanier, ingénieur civil, de la ville de Montréal; Arthur St. Laurent, sous-ministre des travaux publics du Canada, de la ville d'Ottawa; Ernest Bélanger, ingénieur civil, de la ville de Montréal; sir George Garneau, ingénieur civil, de la ville de Québec, et Pierre Charton, ingénieur civil et arpenteur provincial, de la ville de Montréal, tous dans la puissance du Canada, qu'ils demandent à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation sous le nom de "L'Association des anciens élèves de l'école polytechnique de Montréal", avec pouvoirs d'établir des relations amicales et scientifiques entre les anciens élèves de l'école polytechnique de Montréal; d'admettre des membres souscripteurs, fondateurs ou donateurs de l'association; d'acquérir des biens meubles et immeubles, et pour autres fins.

J. EMILE VANIER,
ARTHUR ST. LAURENT,
ERNEST BELANGER,
SIR GEORGE GARNEAU,
PIERRE CHARTON.

Montréal, 1er mars 1910.

1455.3

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its present session, for the incorporation of "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", having its head office at Québec, and its purpose being to struggle against tuberculosis and its progress.

Quebec, 24th March, 1910.

1654

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, to incorporate a company under the name of "The Soulanges Power Company", with head office in the city of Montreal, with powers to construct, develop, acquire, own and operate water powers in the counties of Soulanges and Vaudreuil, in the province of Québec; to construct, maintain and exploit works, canals, mill-races and other constructions necessary for operating the said water powers and in particular to build a canal from a point on the Saint Lawrence, to the west of the Soulanges Canal, and coming out into the Saint Lawrence at the confluence of the Ottawa river; to hold or otherwise acquire, utilize, alienate any immovable property deemed useful for the requirements of its undertakings or operations; to produce, develop, sell, transmit light, heat and power.

CHARLES BUTTLE
KNOWLTON CARPENTER,
EMILIEN ALFRED MANNY,
C. B. HIBBARD,

Applicants.

Montreal, 11th March, 1910.

1438

Notice is hereby given that a petition will be presented at the next session of the Legislature of the province of Québec, by Alexander Saad, Salim Bouziane, Joseph Tabah, Salim Kassab and John Shamy, all of the city of Montreal, for an act of incorporation constituting an ecclesiastical corporation under the name of "The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas", and for other purposes.

PERCY C. RYAN,
Attorney for petitioners.

Montreal, 4th March, 1910.

1454

Province of Québec }
District of Montréal }

Public notice is hereby given by J. Emile Vanier, civil engineer, of the city of Montreal; Arthur Saint Laurent, deputy minister of Public Works of Canada, of the city of Ottawa; Ernest Bélanger, civil engineer, of the city of Montreal; Sir George Garneau, civil engineer, of the city of Québec and Pierre Charton, civil engineer and provincial surveyor, of the city of Montreal, all in the Dominion of Canada, that they will petition the Legislature of the province of Québec, at its next session, to constitute them and others under the name of "The Association of post graduate of the Polytechnic School, Montreal", with power to develop friendly and scientific relations between the post graduates of said school; to admit temporary and permanent members to acquire properties, both real and personal, and for other purposes.

J. EMILE VANIER,
ARTHUR SAINT LAURENT,
ERNEST BELANGER,
SIR GEORGE GARNEAU,
PIERRE CHARTON.

Montreal, 1st March, 1910.

1456

Avis est par le présent donné que la Compagnie Electrique Dorchester demandera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, une charte lui donnant le pouvoir de faire tout commerce d'électricité, le droit de traverser sans leur permission les municipalités des comtés de Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Lotbinière et Québec, la cité de Québec et la ville de Lévis, d'y installer des fils électriques et d'y fournir la lumière et la force motrice.

DORION & MARCHAND,
Procureurs Compagnie Electrique
Dorchester.

Québec, 9 mars 1910.

1323.4

Avis est par le présent donné que William Francis Carsley, marchand, John Gibb Carsley, marchand, Samuel Carsley, marchand, Cecil L. Carsley, marchand, et Maxwell Goldstein, conseil en loi du Roi, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi les incorporant comme compagnie sous le nom de "Central Heat, Light & Power Company", avec pouvoir :

- (a) De faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et pouvoir, dans toutes ses branches, et de manufacturer, vendre et distribuer l'éclairage, chauffage et pouvoir produits par l'électricité, gaz, vapeur ou toute autre énergie ou force à travers l'île de Montréal, avec le droit d'acquérir, louer, établir, maintenir et mettre en opération des pouvoirs d'eau en tous lieux dans la province de Québec, et de construire et maintenir des lignes de transmission de et à travers la dite île de Montréal ;
- (b) D'acquérir la propriété privée et de faire usage de chemins publics et rues qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie proposée ;
- (c) De faire toutes affaires qui peuvent paraître capables d'être conduites avec profit en rapport aux affaires ci dessus mentionnées ;
- (d) D'acquérir et entreprendre les affaires, entreprise et propriété de "The Central Heat, Light & Power Company, Limited", et de toute autre compagnie faisant les affaires que la compagnie proposée est autorisée à faire ;
- (e) De s'amalgamer avec toute autre compagnie faisant les mêmes affaires ;
- (f) De créer et émettre des obligations, débetures ou autres garanties ;
- (g) De modifier, pour la compagnie proposée, certaines dispositions de la loi des clauses générales des compagnies à fonds social et de l'exempter d'être sous d'autres.

S. CARSELEY,
J. G. CARSELEY,
C. L. CARSELEY,
Réquérants.

Montréal, 8 mars 1910.

1311.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph S. Swain, George L. Burland, Robert H. Rohrer et autres, de Montréal, pour obtenir une loi les constituant et toutes autres personnes qui sont maintenant ou qui peuvent devenir membres de la Congrégation, corps incorporé sous le nom de "First Church of Christ Scientist, Westmount", avec pouvoir de posséder des immeubles, nommer des officiers et faire des règlements pour son administration et gouverner, et pour autres fins.

BUSTEED & LANE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 9 mars 1910.

1337.4

Avis est par les présentes donné par "The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company, Limited," qu'elle s'adressera à la législature de

Public notice is hereby given that La Compagnie Electrique Dorchester will make an application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a charter given the power to deal in electricity, the right to go without asking for their permission through the municipalities of the counties of Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Lotbinière and Québec, the city of Québec and the town of Lévis, to place in said municipalities, city of town, their electric wires and supply electricity for lighting purposes and motive power.

DORION & MARCHAND,
Attorneys for "La Compagnie Electrique
Dorchester".

Québec, 9th March, 1910.

1324

Notice is hereby given that William Francis Carsley, merchant, John Gibb Carsley, merchant, Samuel Carsley, merchant, Cecil L. Carsley, merchant, and Maxwell Goldstein, King's Counsel, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them as a company, under the name of "Central Heat, Light & Power Company," with power :

- (a) To carry on a business of a light, heat and power company in all its branches, and to manufacture, sell and distribute light, heat and power produced by electricity, gas, steam or any other energy or force, throughout the island of Montreal, with the right to acquire, lease, establish, maintain and operate water powers anywhere in the province of Quebec, and to build and maintain transmission lines therefrom to and through the said island of Montreal ;
- (b) To acquire private property and to make use of public highways and streets as may be necessary for the purposes of the proposed company ;
- (c) To carry on any business which may seem capable of being profitably carried on in connection with the above mentioned business ;
- (d) To acquire and take over the business, undertaking and property of the "Central Heat Light & Power Company", Limited, and of any other company carrying on any business which the proposed company may be authorized to carry on ;
- (e) To amalgamate with any other company carrying on a similar business ;
- (f) To create and issue bonds, debentures or other securities.
- (g) To modify for the proposed company certain provisions of the joint stock companies general clauses' act and to exempt it from the application of others.

S. CARSELEY,
J. G. CARSELEY,
C. L. CARSELEY,

Applicants.

Montreal, 8th March, 1910.

1312

Notice is hereby given that application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, will be made by Joseph S. Swain, George L. Burland, Robert H. Rohrer and others, of Montreal, for an act constituting them and all other persons who are now, or who may hereafter become members of the Congregation, a body corporate under the name of "First Church of Christ Scientist Westmount," with power to hold real estate, appoint officers and make by-laws for its administration and government, and for other purposes.

BUSTEED & LANE,
Attorneys for applicants.

Montreal, 9th March, 1910.

1338

Notice is hereby given by The Saint Lawrence Pressed Brick & Terra Cotta Company, Limited, that said company will apply to the Legislature of

Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la pas-
sation d'une loi amendant "La loi concernant la
Commune de Laprairie" (7 Ed. VII, chap. 83) en
ce qui concerne la désignation et la délimitation des
terrains y décrits et pour autoriser, ratifier, confir-
mer et déclarer légale et valide un acte comportant
tel changement de désignation et de délimitation
des dits terrains, intervenu entre la dite compagnie,
la Compagnie de Jésus, et les présidents et syndics
de la Commune de Laprairie de la Magdeleine, et
fait et passé devant Mtre F. C. Larose, N. P., en
date du 8e jour de mars 1910.

PELLETIER, LETOURNEAU,
& BEAULIEU,

Solliciteurs de la requérante "The Saint
Lawrence Pressed Brick & Terra
Cotta Company, Limited."

Montréal, 8 mars 1910. 1341.4

Avis est par le présent donné que "The Art
Association of Montreal s'adressera à la législature
de la province de Québec, à sa prochaine session,
pour :

(a) Obtenir une loi pour faire disparaître les dou-
tes qui sont survenus quant à ses pouvoirs pour
aliéner la propriété qui lui a été léguée, en vertu
du testament de feu Benaiah Gibb ;

(b) Pour obtenir une loi afin d'amender la loi en
vertu de laquelle la dite "Art Association of
Montreal" a été incorporée, (23 Victoria, chapitre
13), de manière à étendre ses pouvoirs l'autorisant
à acquérir, posséder et aliéner des immeubles.

(c) Pour obtenir une loi afin d'amender son dit
acte d'incorporation, en autorisant le Conseil de
Ville à l'exempter de taxes.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,

PHELAN, WILLIAMS & BOVERY,

Procureurs de "The Association of Montreal".
Montréal, 8 mars 1910. 1029.4

Avis est par le présent donné que "The Canadian
Light and Power Company", incorporée en vertu
de 4 Édouard VII, ch. 78, tel qu'amendé par 5
Édouard VII, ch. 64, et par 9 Édouard VII, ch.
107, s'adressera à la législature de la province de
Québec, afin d'amender sa charte en étendant
davantage ses pouvoirs d'expropriation, en lui don-
nant le droit d'acquérir des actions, débetures et
autres garanties dans les chemins électriques et
garantir les actions, obligations ou débetures des
compagnies auxiliaires ; et pour définir davantage
les droits de la compagnie pour émettre des obliga-
tions ou débetures et pour autres fins en rapport
avec les entreprises de la compagnie.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 2 mars 1910. 1199.5

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Bureau du greffier de la cité.

Québec, 5 février 1910.

Avis public est par le présent donné que la cité
de Québec s'adressera à la législature de cette pro-
vince, à sa prochaine session, pour demander cer-
tains amendements à sa charte d'incorporation,
pour obtenir l'autorisation d'emprunter deux cent
mille piastres (\$200,000) pour le coût de travaux
permanents à être faits dans le quartier Limoilou,
vingt mille piastres (\$20,000.00) pour l'acquisition
de terrains et droits de servitude en rapport avec
l'aqueduc de la cité ; quinze mille piastres (\$15,000.-
00) pour se rembourser du coût de travaux per-
manents faits à la Côte d'Abraham et d'indemnités
et frais payés en rapport avec ces travaux ; soixante-
douze mille piastres pour le pavage de la rue Saint-
André, et quarante-trois mille piastres pour autres
améliorations permanentes ; pour modifier la ma-

Quebec, at its next session, in order to obtain the
adoption of a law whose object will be to amend "A
law concerning the Common of Laprairie", (7 Ed.
VII, ch. 83) as regards the designation and the deli-
mitation of the lots therein described and also to au-
thorise, ratify, confirm and declare legal and valid
a certain deed containing said change of designation
and delimitation of said lots, agreed upon by said
company, by "La Compagnie de Jésus" and also by
the president and syndics of the Common of
Laprairie de la Magdeleine, and done and passed
before Mtre F. C. Larose, N. P., on the 8th day of
March, 1910.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,

Solicitors for the petitioner The Saint
Lawrence Pressed Brick & Terra
Cotta Company, Limited.

Montreal, 8th March, 1910. 1342

Notice is hereby given that "The Art Asso-
ciation of Montreal" will apply to the Legislature of
the province of Quebec, at its next session for :

(a) The passing of an act to remove doubts which
have arisen as to its powers to alienate property
bequeathed to it, under the will of the late Benaiah
Gibb ;

(b) For the passing of an act to amend the act
under which said "Art Association of Montreal"
was incorporated (23 Victoria, chapter 13), so as
to extend its powers enabling it to acquire, hold
and alienate real estate.

(c) For the passing of an act to amend its said
act of incorporation to enable the City Council to
exempt it from taxation.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,

PHELAN, WILLIAMS & BOVERY,

Attorneys for "The Art Association of Montreal".
Montreal, 8th March, 1910. 1030

Canadian Light and Power Company, incorpor-
ated under 4 Édouard VII, ch. 78, as amended by 5
Édouard VII, ch. 64, and by 9 Édouard VII, ch. 107,
gives notice that it will apply at the next session of
the Legislature for the province of Quebec, to
amend its charter by further extending its powers
of expropriation, by giving it the right to purchase
shares, debentures and other securities in electric
railways and to guarantee the shares, bonds or
debentures of subsidiary companies ; and by further
defining the company's rights to issue bonds or
debentures and for other purposes in connection
with the company's undertakings.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Solliciteurs pour applicants.

Montreal, 2nd March, 1910. 1200

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City clerk's office.

Québec, 5th February, 1910.

Public notice is hereby given that the city
of Quebec will apply to the provincial Legislature, at
its next session, for certain amendments to its char-
ter of incorporation, to wit : for authorization to
borrow two hundred thousand dollars (\$200,000.00)
to pay for works of a permanent nature to be exe-
cuted in Limoilou ward, twenty thousand dollars
(\$20,000.00), to purchase the land and rights of
servitude in connection with the city waterworks ;
fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to reimburse
the city treasury for the amount of works of a
permanent nature executed in Côte d'Abraham and
indemnities and costs paid in connection with the
said works ; seventy two thousand dollars for the
paving of Saint Andrew street, and forty three
thousand dollars for other permanent improve-

nière de décider les plaintes faites contre les livres de cotisation ; pour protéger davantage l'eau de l'aqueduc contre les impuretés ; pour l'autoriser à faire, à certaines conditions, des trottoirs permanents et uniformes dans les rues ; à forcer les compagnies de télégraphe, de téléphone, de lumière électrique à construire des canaux souterrains pour leurs fils ; à faire un emprunt suffisant pour municipaliser le service d'éclairage de la cité, et faire le commerce de lumière, de chaleur et de pouvoir, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

947-7

Greffier de la cité.

Avis est par le présent donné que Stanislas Cardinal, commerçant, Napoléon Boivin, commerçant, tous deux du canton Amherst, comté d'Ottawa, et Alexis Piché, cultivateur, Pierre Piché, cultivateur, et autres, de la municipalité des cantons-unis de Salaberry et Grandison, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi incorporant en municipalité, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Brébeuf", le territoire comprenant les lots depuis le No 19 inclusivement jusqu'au No 35 inclusivement, du rang 8 du canton Arundel, dans le comté d'Argenteuil ; les lots depuis le No 46 inclusivement jusqu'au No 66 inclusivement du premier rang du canton de Salaberry ; les lots depuis le No 79 inclusivement jusqu'au lot No 88 inclusivement, du rang 2, de Salaberry ; les lots depuis le No 68 inclusivement jusqu'au lot No 78 inclusivement, du rang 2 subdivision du canton de Salaberry ; les lots depuis le No 157 inclusivement jusqu'au No 162 inclusivement, du rang 3, subdivision du canton de Salaberry, le dit canton de Salaberry, dans le comté de Terrebonne ; les lots depuis le No 20 inclusivement jusqu'au No 41 inclusivement, du rang 8, dans le canton Amherst ; les lots depuis le No 26 inclusivement jusqu'au lot 41 inclusivement, dans le rang 9, du canton Amherst, dans le comté d'Ottawa, et afin d'obtenir les pouvoirs nécessaires à la municipalité projetée, et afin que la nouvelle municipalité soit annexée au comté de Terrebonne, pour toutes les fins que de droit.

CHS. ED. MARCHAND,

Procureur des requérants.

Saint Jérôme, 25 février 1910.

1163.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par James Stanford et son épouse, Sarah Adelia Reiniger, et Daniel Arthur Nicholson, en sa qualité de tuteur aux biens des enfants mineurs du dit James Stanford et son épouse, pour obtenir une loi permettant la vente de "Ce lot de terre situé dans la dite cité de Montréal, composé de deux lots désignés sous les numéros deux et trois, de la subdivision officielle du lot original numéro cent soixante et onze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sauf la partie d'icelui qui a été expropriée, avec deux maisons en pierre et en briques sus-érigés, portant les numéros civiques 2641 à 2647, de la rue Notre-Dame, et dépendances (171-2 et 171-3)", laissé à la dite Dame Stanford en usufruit et aux dits mineurs en pleine propriété, par testament de feue Dame Sarah A. Burkett, passé devant Jobin, N. P., le 13 avril 1904, et employer les revenus à l'éducation des dits mineurs, et de placer de nouveau toute balance, s'il y en a, après avoir donné l'éducation aux dits enfants mineurs.

LESLIE H. BOYD,

Procureur des requérants.

Montréal, 28 février 1910.

1167.5

ments ; to modify the mode of deciding complaints made against the assessors' books ; to better protect the water of the city waterworks against pollution ; to authorize it to make, on certain conditions, permanent and uniform sidewalks in the streets ; to compel telegraph, telephone and electric light companies to construct underground passages for their wires ; to contract a sufficient loan to municipalize the lighting service of the city and carry on the business of light, heat and power, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

948

City clerk.

Notice is hereby given that Stanislas Cardinal, trader, Napoleon Boivin, trader, both of the township of Amherst, in the county of Ottawa, and Alexis Piché, farmer, Pierre Piché, farmer, and others, all of the municipality of the united townships of Salaberry and Grandison, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for a law incorporating as a municipality, under the name of "Municipality of the parish of Brébeuf", the territory comprised between the lots No. 19 inclusively to No. 35 also inclusively, of the 8th range of the township of Arundel, in the county of Argenteuil ; the lots Nos. 46 inclusively to 66 also inclusively, of the first range of the township of Salaberry ; the lots Nos. 79 inclusively to 88 also inclusively of the 2nd range of Salaberry ; the lots Nos. 68 inclusively to 78 also inclusively of the 2nd range subdivision of the township of Salaberry ; the lots Nos. 157 inclusively to 162 also inclusively, of the 3rd range, subdivision of the township of Salaberry ; the said township of Salaberry, in the county of Terrebonne ; the lots Nos. 20 inclusively to No. 41, also inclusively, of the 8th range of the township of Amherst ; the lots No. 26 inclusively to 41 also inclusively, of the 9th range of the township of Amherst, in the county of Ottawa, and to obtain all powers necessary for the proposed parish, and that the new municipality be annexed to the county of Terrebonne, for all purposes.

CHS. ED. MARCHAND,

Attorney for petitioners.

Saint Jerome, 25th February, 1910.

1164

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, on the part of James Stanford and his wife, Sarah Adelia Reiniger, and Daniel Arthur Nicholson, in his quality of tutor *aux biens* to the minor children of the said James Stanford and his wife, for an act to permit the sale of "That lot of land situate in the said city of Montreal, composed of the two lots designated under the numbers two and three of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy one, on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, save the portion thereof which has been expropriated, with two stone and brick houses thereon, bearing the civic numbers 2641 to 2647, of Notre Dame street, and dependencies (171-2 and 171-3), left to the said Mrs. Stanford in usufruct and to the said minors in full property, by the last will and testament of the late Dame Sarah A. Burkett, passed before Jobin, N. P., on the 13th April, 1904, and to employ the proceeds for the education of the said minors, and to reinvest any balance, if any, after educating said minor children.

LESLIE H. BOYD,

Attorney for applicants.

Montreal, 28th February, 1910.

1168

Avis public est par les présentes donné par la ville de Notre-Dame de Grâces qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, pour entr'autres fins les suivantes, savoir :

- 1° L'élection du maire ;
- 2° Pour la réglementation du système de l'aqueduc ;
- 3° Le rôle d'évaluation ;
- 4° Poursuites pour taxes et taxation des terres en culture ;
- 5° Assemblée générale ;
- 6° Assemblée spéciale ;
- 7° Déterminer le quorum du conseil.
- 8° Délimitation des quartiers ;
- 9° Ratification de certains règlements d'emprunt ;
- 10° Confirmation du contrat d'acquisition du Crédit Municipal Canadien ;
- 11° Changement du nom de la ville ;
- 12° Formalités préalables aux contrats ;
- 13° Autorisation de construire un égout collecteur sur le chemin de la Côte Saint-Luc ;
- 14° Prohiber la construction ou le maintien de manufactures, chantiers de bois, sur un certain territoire, dans la ville ;
- 15° Formalités concernant l'ouverture des rues.

JOHN A. SULLIVAN,
Procureur de la ville de
Notre-Dame de Grâces.

Montréal, 7 mars 1910, 1117-4

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Autonomie municipale ; finances et administration ; emprunts et emploi d'iceux ; liste électorale ; votation et élection ; rôles d'évaluation et de répartition et contestation d'iceux ; expropriations ; annexions, cotisations spéciales résultant des annexions ; pouvoirs et attributions des échevins ; règlements concernant les taxes et licences.

La production de courant électrique et la vente du surplus d'icelui pour des fins municipales et privées.

Assemblées du conseil ; les commissions et leurs pouvoirs ; constitution d'une commission pour l'administration du département de police ; expropriation et rôle de répartition de la rue Saint Antoine, 5e section.

Ratification de certains actes pour fermeture de rues entre la cité et la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien et la Cie du chemin de fer de Lachine, Jacques Cartier et Maisonneuve ; records ; records suppléants et leur traitements ; cour du recorder, et appel des jugements de cette cour ; amendements aux articles de la charte qui sont incompatibles avec ou contraires aux dispositions de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, de manière à les faire concorder, et aussi pour obtenir certains amendements quant à la réorganisation et à l'administration des différents départements du service municipal, à la constitution et à l'organisation du bureau des commissaires et au traitement des membres de ce bureau, quant aux pouvoirs et responsabilité du bureau des commissaires et ceux du conseil, et généralement tous amendements nécessaires à l'organisation municipale créée par la loi 9 Edouard VII, chap. 82, afin d'assurer le bon fonctionnement du régime nouveau ; organisation d'une cour de jeunes délinquants, maison de détention, rémunération du juge et des agents de surveillance ; fonds de roulement.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de Ville.
Montréal, 1er mars 1910. 1181.5

Public notice is hereby given by the town of Notre Dame de Grâces that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter for the following amongst other purposes, to wit :

1. The election of the mayor ;
2. For making regulations for the water works system ;
3. The valuation roll ;
4. Prosecution for taxes and taxation of farm land ;
5. General meeting ;
6. Special meeting ;
7. To determine the quorum of the council ;
8. Fixing boundaries of the wards ;
9. Ratification of certain loan by-laws ;
10. Confirmation of the deed of purchase from the "Crédit Municipal Canadien ;"
11. Change of name of the town ;
12. Preliminary formalities to contracts ;
13. Authorization to construct a sewer drain on the Côte Saint Luc road ;
14. To prohibit the construction or maintenance of factories and lumber yards on a certain territory in the town ;
15. Formalities proceeding the opening of streets,

JOHN A. SULLIVAN,
Attorney for the town of
Notre Dame de Grâces.

Montreal, 7th March, 1910. 1118

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

Municipal autonomy ; finances and administration ; loans and disposal of the proceeds thereof ; electoral lists ; voting and elections ; valuation and apportionment rolls and contestation thereof ; expropriations ; annexations ; special assessments resulting from annexations ; powers and attributions of the aldermen ; by-laws concerning taxes and licences.

Production of electric current and sale of the surplus thereof for municipal and private purposes.

Meeting of the council ; committees of their powers ; appointment of a commission for the administration of the police department ; expropriation and assessment roll re Saint Antoine street, 5th section.

Ratification of certain agreements for the closing of streets between the city and the Canadian Pacific Ry. Co. and the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Ry. Co. ; recorders ; acting recorders and their salary ; recorder's court and appeal from judgments of said court ; amendments to the articles of the charter which are inconsistent with or contrary to the provisions of the act 9 Ed. VII, ch. 82, so as to make them agree, and also to obtain certain amendments with regard to the reorganization and administration of the different civic departments, and to the constitution and organization of the board of commissioners, and as to the salary of the members of said board, as to the powers and responsibilities of the board of commissioners, and those of the council, and generally all amendments necessary for the municipal organization created by the act 9 Ed. VII, ch. 82, so as to ensure the proper working of the new regime ; organization of a court for young delinquents, house of detention, remuneration of the judge and supervising constables ; working capital.

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.
Montreal, 1st March, 1910. 1182

AVIS.

Avis est donné par les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Viateur d'Outremont, district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pourvoyant à la construction d'une église, sacristie et presbytère, nommant des franc tenanciers pour pourvoir à ces constructions avec pouvoir d'emprunter des argents et de prélever une répartition pour défrayer les frais de ces constructions et du terrain.

WILFRID BESSETTE,

Procureur des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Viateur d'Outremont.
Montréal, 1er mars 1910. 1147.5

Avis est par les présentes donné que Bernard Bernard, Omer Dufresne et Arthur Legault s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la charte de la ville de la Longue-Pointe :

1° Pour que les règlements pourvoyant à l'établissement d'un aqueduc, de canaux d'égout et de chemins macadamisés puissent entrer en vigueur avec l'approbation de la majorité des propriétaires électeurs municipaux qui auront voté et la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu que la dépense à encourir pour ces fins ne porte pas la dette totale de la municipalité à plus de 20% de l'évaluation de la propriété foncière imposable ;

2° Pour amender l'article 304 de l'acte des cités et villes de 1903, de telle sorte que quatre membres du conseil y compris le maire forment le quorum

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Avocats des requérants.
Montréal, 3 mars 1910. 1263.5

Avis public est donné que la "Canada Auto & Taxi Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de : mettre son entreprise sous la juridiction de la "Commission des services d'utilité publique de Québec" ; d'augmenter son capital ; d'établir et déterminer ses pouvoirs et ses droits dans l'exercice de ses services de transport et ceux des corporations qu'elle pourra desservir ; et ratifier l'organisation de la compagnie

HIBBARD, BOYER & GOSSELIN,

Procureurs de la compagnie.
Montréal, 1er mars 1910. 1215.5

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville d'Outremont s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte en accordant à la dite ville des pouvoirs plus grands concernant la restriction dans certaines sections de la dite ville, de manufactures, travaux, matériaux et autres établissements semblables, et la mise en opération de certaines affaires, industries et autres occupations, et l'érection de certaines classes de bâtisses, et en général l'amélioration future, développement et économie interne de la dite ville, et pour toutes autres fins qui peuvent être nécessaires et utiles.

C. A. BARNARD,

Soliciteur de la requérante.
Montréal, 2 mars 1910. 1225.5

AVIS.

La commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille dollars, pour acquérir et construire de nouvelles écoles, amendant en conséquence la loi 54 Victoria, chap. 53.

ULRIC LAFONTAINE,

Secrétaire-trésorier.
Montréal, 1er mars 1910. 1143.5

NOTICE.

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to provide for the construction of a church, sacristie and presbytère, and also to appoint a board of trustees for the object of these constructions, with power to borrow money and to levy assessment to pay costs of same.

WILFRID BESSETTE,

Attorney for the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of Saint Viateur d'Outremont.
Montreal, 1st March, 1910. 1148

Notice is hereby given that Bernard Bernard, Omer Dufresne and Arthur Legault will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to the charter of the town of Longue-Pointe :

1. So that the by-laws providing for the establishment of an aqueduct, sewers and macadamized roads, may enter into force with the approval of the majority of the municipal electors voting who are proprietors and the sanction of the Lieutenant-Governor in Council, provided that the expense to be incurred for such purposes does not bring the total debt of the municipality to more than 20% of the valuation of the taxable immoveable property ;

2. To amend article 304, of the cities and towns act, 1903, in such manner that four members of the council including the mayor shall form a quorum.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Attorneys for applicants.
Montreal, 3rd March, 1910. 1264

Public notice is given that the "Canada Auto & Taxi Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purposes of : putting its undertaking under the jurisdiction of the "Public Utility Commission of Quebec" ; increasing its capital ; establishing and defining its powers and rights in the exercise of its transportation service and those of the corporations served by it ; and of ratifying the organization of the company.

HIBBARD, BOYER & GOSSELIN,

Attorneys for the company.
Montreal, 1st March, 1910. 1216

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Outremont will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter by granting to said town, further and more ample powers regarding the restrictions within certain sections of said town of factories, works and plants, and other like establishments, and the carrying on therein of certain businesses, industries, and other occupations, and the erection therein of certain classes of buildings, and generally regarding the future improvement, development and internal economy of the said town, and for all such other purposes as may found necessary and advisable.

C. A. BARNARD,

Solicitor for petitioners.
Montreal, 2nd March, 1910. 1226

NOTICE.

The Montreal catholic school board will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for authority to borrow a sum not exceeding three hundred thousand dollars, this amending the law 54 Victoria, chap. 53, to enable the board to acquire and build new schools.

ULRIC LAFONTAINE,

Secretary treasurer.
Montreal, 1st March, 1910. 1144

Avis est donné par les présentes, par la corporation de la ville de Magog, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte en remplaçant les mots "un centin et demi", dans la troisième ligne du premier paragraphe de la section 19 du chapitre 68, de la 60 Victoria, par les mots "trois centins".

La Corporation de la Ville de Magog,
Par ALF. TOURIGNY,

Secrétaire trésorier.

Magog, 12 mars 1910. 1409.3

Avis est par le présent donné que Menasseh Lavut, marchand, Joseph Levinoff, boucher, Louis Glazer, tailleur, Max Bessner, boucher, David Berlind, tailleur, Mac Margolis, tailleur, Samuel Kabolotsky, horloger, Simon Albert, épicier, Hirsch Stern, professeur, et Isaac Lavut, marchand, tous des cité et district de Moniréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer sous le nom de "Congregation Nusach Hoaari," avec pouvoir d'acquérir et posséder des immeubles, tenir des registres de l'état civil, et exercer tous les autres droits concernant les corporations religieuses, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & GARNEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 3 mars 1910. 1253.5

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, demande sera faite pour l'incorporation d'une compagnie avec autorisation de fabriquer et vendre le gaz d'éclairage et le chauffage et d'installer toutes les usines et appareils nécessaires pour fabrication, mise en opération et transmission de tels produits; le bureau-chef de la dite compagnie devant être en la cité de Québec, et les opérations et affaires de la dite compagnie devant être en la cité de Québec et dans les municipalités environnantes, sans qu'il soit nécessaire pour la compagnie d'obtenir la permission des dites cité et municipalités pour l'accomplissement des dites opérations dans les limites de telles cité et municipalités.

GIBSONE & DOBELL,

Procureurs pour les pétitionnaires.

Québec, 7 mars 1910. 1391.4

Avis est par le présent donné que Samuel Freedman, Abraham Goldwater, Joseph Mandelstan, Max Miller et Kohath Leiner, tous de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les incorporer sous le nom de "The Congregation Beth Israel of Lachine", avec pouvoir d'acquérir des immeubles, tenir des registres des actes de état civil, et exercer tous les droits concernant les corporations religieuses et pour autres fins.

JACOBS, HALL & GARNEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 17 mars 1910. 1517.3

Avis Divers

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RICHELIEU.

Aux contribuables de la municipalité de la paroisse de l'Immaculée-Conception de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, ainsi qu'aux contribuables de la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, située, cette dernière partie dans le comté de Richelieu et partie dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have their charter amended by replacing the words "one cent and one half", in the first paragraph of the section 19, chapter 68, 60 Victoria, by the words "three cents".

The Corporation of the Town of Magog,

Per ALF. TOURIGNY,

Secretary treasurer,

Magog, 12th March, 1910. 1410

Notice is hereby given that Menasseh Lavut merchant, Joseph Levinoff, butcher, Louis Glazer, tailor, Max Bessner, butcher, David Berlind, tailor, Max Margolis, tailor, Samuel Kabolotsky, watchmaker, Simon Albert, grocer, Hirsch Stern, teacher, and Isaac Lavut, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them under the name of "Congregation Nusach Hoaari", with power to acquire and possess immoveable properties, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL & GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd March, 1910. 1254

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of Quebec, application will be made for the incorporation of a company, with powers for the manufacture and sale of gas, for lighting or heating and the installation of all works, necessary for the manufacture, operation and transmission of the same; the head office of the company to be in the city of Quebec, and the business and operations of the company to be in the city of Quebec, and neighbouring municipalities, and without being necessary for the company to obtain the permission of such city and municipalities to carry on any of its operations within the limits of such city or municipalities.

GIBSONE & DOBELL,

Attorneys for applicants.

Quebec, 7th March, 1910. 1392

Notice is hereby given that Samuel Freedman, Abraham Goldwater, Joseph Mandelstan, Max Miller and Kohath Leiner, all of the town of Lachine, in the district of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to incorporate them under the name of the "Congregation Beth Israel of Lachine", with power of acquiring and possessing immoveable property, to keep registers of acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for other purposes.

JACOBS, HALL & GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 17th March, 1910. 1518

Miscellaneous Notices

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RICHELIEU.

To the rate-payers of the municipality of the parish of "l'Immaculée Conception de Saint Ours", in the county of Richelieu, and also to the rate-payers of the municipality of the parish of Saint Bernard, the latter being partly situate in the county of Richelieu and partly in the county of Saint Hyacinthe.

Avis public vous est présentement donné par moi, soussigné, J. A. Villiard, de la cité de Sorel, en ma qualité de secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Richelieu :

1^o Que mercredi, le neuvième jour du mois de mars mil neuf cent dix, le conseil municipal du comté de Richelieu, siégeant alors à Sorel, en session ordinaire, a adopté à l'unanimité de ses membres, qui étaient tous présents, la résolution suivante :

Il est proposé par le conseiller Méthot, secondé par le conseiller Léopold Proulx : Attendu que la paroisse de Saint-Bernard, formée d'un démembrement de la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu, et de démembrements des paroisses de Saint-Judes et de Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe, a été érigée canoniquement et civilement en l'année 1908 ; attendu que toute la partie de cette paroisse, située dans le comté de Saint-Hyacinthe, et provenant des démembrements des paroisses de Saint-Judes et de Saint-Denis a été érigée en municipalité de partie de paroisse sous le nom de "La Municipalité de la partie sud-est de la paroisse de Saint-Bernard" ; attendu que la partie nord-ouest, située dans le comté de Richelieu, ne peut être érigée en municipalité de partie de paroisse, vu qu'elle ne contient pas actuellement 300 âmes, qu'elle se trouve isolée, et n'est soumise à la juridiction d'aucun conseil municipal ; attendu que les contribuables francs-tenanciers de la partie nord-ouest de la paroisse de Saint-Bernard, cette partie dans le comté de Richelieu, ont, par leur requête, en date du 21 janvier 1910, et adressée au conseil municipal du comté de Richelieu, demandé à ce dit conseil d'adopter les procédés voulus par la loi pour détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard toute cette partie de territoire situés dans le comté de Richelieu, et comprenant tous les lots de terre portant aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Ours, comté de Richelieu, les numéros suivants, savoir : Nos 200, 201, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451 et 452 ; attendu qu'il est établi, par un rapport du secrétaire de ce conseil, que cette partie de paroisse ne contient pas 300 âmes, et ne peut par conséquent être érigée en municipalité de partie de paroisse ; attendu qu'il est démontré que la requête est signée par la presque totalité des intéressés résidant dans cette partie de la paroisse, et qu'il est expédient, pour l'avantage de tous les intéressés, de donner suite à cette dite requête ; attendu enfin que toutes les formalités requises par la loi ont été remplies ;

Qu'il soit résolu que tout ce territoire situé dans le comté de Richelieu, formant présentement la partie nord-ouest de la paroisse de Saint-Bernard, et comprenant les lots de terre portant au cadastre de la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu, les Nos suivants, savoir : Nos 200, 201, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451 et 452, soit par les présentes détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, et qu'il soit annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu, qui est la municipalité voisine du territoire en question dans le même comté, et ce pour toutes fins municipales, et que copie de la présente résolution, avec tous les documents nécessaires, soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation, le tout aux frais des pétitionnaires. Adopté à l'una-

Public notice is hereby given you by me, the undersigned, J. A. Villiard, of the city of Sorel, in my quality of secretary treasurer of the municipal council of the county of Richelieu :

1. That Wednesday, the ninth day of March, nineteen hundred and ten, the municipal council of the county of Richelieu, then in session at Sorel, at one of its ordinary sessions, at which all the members were present, unanimously adopted the following resolution :

It is proposed by councillor Methot, seconded by councillor Léopold Proulx : Whereas the parish of Saint-Bernard, constituted and made from part of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, and from parts of the parishes of Saint Judes and Saint Denis, in the county of Saint Hyacinthe, was erected canonically and civilly in the year 1908 ; whereas all that part of this parish, which is situate in the county of Saint Hyacinthe, which is taken and divided from the parishes of Saint Judes and Saint Denis has been erected into a municipality of part of a parish, under the name of "The Municipality of the south east part of the parish of Saint Bernard" ; whereas the north west part, situate in the county of Richelieu, can not be erected into a municipality of part of a parish, because it does not now contain 300 souls, and is in consequence isolated and not subject to the jurisdiction of any municipal council ; whereas the ratepayers land holders of the north west part of the parish of Saint Bernard, situate in the county of Richelieu, have, by their petition, of the 21st January, 1910, addressed to the municipal council of the county of Richelieu, requested the said council to make and adopt whatsoever proceedings may be incumbent and necessary, in order to detach from the parish of Saint Bernard, that part thereof which is situate in the county of Richelieu, comprising all those lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, under the following numbers, to wit : Nos. 200, 201, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451 and 452 ; whereas it has been established, by the report of this council, that this part of the said parish does not contain 300 souls, and in consequence can not be erected into a municipality of part of a parish ; whereas it has been established that the petition has been signed by nearly all the residents interested in this part of the said parish, and that expedient for the advantage of all interested parties, to grant the prayer of the said petition ; whereas all formalities required by law have been complied with ;

It be and hereby it resolved that all that certain territory, situate in the county of Richelieu, now forming the north west portion of the parish of Saint Bernard, and comprising the lots of land known and designated in the official cadastre of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, under the following numbers, to wit : Nos 200, 201, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451 and 452, be, by these presents, detached from the municipality of the parish of Saint Bernard, and that they be annexed to the municipality of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, which is the neighbouring municipality to the territory in question, in the same county, for municipal purposes, and that a copy of this resolution, together with all the necessary documents, be transmitted to the Lieutenant

nimité. (Signé), J. B. Lavallée, préfet, (contresigné), J. A. Villiard, secrétaire.

2° Que par un décret de l'exécutif, en date du 24 mars 1910, le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé cette dite résolution du dit conseil de comté ;

3° Qu'à partir de la publication du présent avis, dernière formalité, le territoire en question fera partie de la municipalité de la dite paroisse de Saint-Ours, pour toutes fins municipales.

Donné à Sorel, ce 26 mars 1910.

(Signé), J. A. VILLIARD,
Secrétaire du dit conseil.

(Vraie copie)

J. A. VILLIARD,
Secrétaire du dit conseil. 1635

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4739.

Dame Philomène Raiche, de la ville de Berthier, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de Isidore Tanguay, boucher, de la dite ville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Isidore Tanguay.

VICTOR ALLARD,
Avocat de la dite demanderesse.
Joliette, 23 mars 1910. 1633

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3905.

Dame Suzan Gore, épouse commune en biens de Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun, district de Montréal. Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mars 1910.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 26 mars 1910. 1637

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1253.

Dame Maria Barsalou, épouse de Domina Sicotte, de la cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Domina Sicotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-quatrième jour de mars 1910.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1910. 1671

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3077.

Dame Sarah Newton, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de George F. Macdonald, gentilhomme, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit George F. Macdonald, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4 mars 1910.

J. P. CULLEN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 mars 1910. 1533.2

Governor in Council for approbation, the whole at the expense of the petitioners; unanimously adopted. (Signed) J. B. Lavallée, warden. (Countersigned) J. A. Villard, secretary.

2. That by a decree of the executive, in date of the 24th March, 1910, the Lieutenant Governor in Council approved the said resolution of the county council ;

3. That from the date of the publication of this notice, last requisite formality, the territory in question will form part of the municipality of the said parish of Saint Ours, for all municipal purposes.

Given at Sorel, this 26th March, 1910.

(Signed) J. A. VILLIARD,
Secretary of the said council.

(True copy)

J. A. VILLIARD,
Secretary of the said council. 1636

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4739.

Dame Philomène Raiche, of the town of Berthier, duly authorized for the purposes hereof, wife common as to property of Isidore Tanguay, butcher, of the said town, has, this day, instituted a suit in separation as to property against the said Isidore Tanguay.

VICTOR ALLARD,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 23rd March, 1910. 1634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3905.

Dame Suzan Gore, wife common as to property of Thomas Waldron, grocer, in the town of Verdun, district of Montreal, duly authorized, Plaintiff ;

vs

Thomas Waldron, grocer, of the town of Verdun, district of Montreal. Defendant.

An action for separation as to property against the defendant has been taken in this case, on the 18th March, 1910.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th March, 1910. 1638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1253.

Dame Maria Barsalou, wife of Domina Sicotte, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Domina Sicotte, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty fourth day of March, 1910.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th March, 1910. 1672

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3077.

Dame Sarah Newton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George F. Macdonald, gentleman, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said George F. Macdonald, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th day of March, 1910.

J. P. CULLEN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th March, 1910. 1534

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2723.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause par Dame Rose de Lima Pelletier, épouse commune en biens de Cléophas Pepin, cultivateur, de la paroisse de la Rivière des Prairies, dit district, judiciairement autorisée, Demanderesse ; contre le dit Cléophas Pepin, Défendeur.
 LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 18 février 1910. 1403.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 1175.
 Dame Elizabeth Alice McIntosh, des cité et district de Montréal et province de Québec, épouse commune en biens de Lorne McDougall Cairnie, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Lorne McDougall Cairnie, Défendeur.
 Le 14e jour de mars 1910, la demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.
 TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 16 mars 1910. 1463.3

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 350.
 Dame Rosalie Masse, de la cité des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Ovila Masse, entrepreneur, de la dite cité, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Ovila Masse, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée devant cette cour, ce trois mars, 1910.
 BLONDIN, DESY & DESILETS,
 Procureurs de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 3 mars 1910. 1285.4
Cour Supérieure.—Montreal.

Dame Alexina Laurencelle, d'Outremont, épouse de Béla Barthos, manchonnier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.
 GEO. E. MATHIEU,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 17 mars 1910. 1481.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 495.
 Dame Elodie Rivet, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre Médard Caisse, du même lieu.
 V. F. JASMIN,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 11 mars 1910. 1483.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3821.
 Dame Marie Ernestine Foucault, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre Alfred Crevier, du même lieu.
 FONTAINE & LABELLE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 1er mars 1910. 1203.5

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No. 2723.
 A suit for separation as to property has been instituted in this cause by Dame Rose de Lima Pelletier, wife common as to property of Cléophas Pepin, farmer, of the parish of Rivière des Prairies, said district, judicially authorized, Plaintiff ; against the said Cléophas Pepin, Defendant.
 LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
 Attorneys for defendant.
 Montreal, 18th February, 1910. 1404

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1175.
 Dame Elizabeth Alice McIntosh, of the city and district of Montreal and province of Quebec, wife common as to property of Lorne McDougall Cairnie, of the same place, contractor, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Lorne McDougall Cairnie, Defendant.
 The plaintiff has, this 14th day of March, 1910, taken an action for separation as to property against the defendant.
 TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 16th March, 1910. 1464

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 350.
 Dame Rosalie Masse, of the city of Three Rivers, wife common as to property of Ovila Masse, contractor, of the same city, and duly authorized to " ester en justice " to the ends hereof, Plaintiff ;
 vs
 The said Ovila Masse, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 3rd of March, 1910.
 BLONDIN, DESY & DESILETS,
 Attorneys for plaintiff.
 Three Rivers, 3rd March, 1910.
Superior Court.—Montreal.

Dame Alexina Laurencelle, of Outremont, wife of Béla Barthos, furrier, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.
 GEO. E. MATHIEU,
 Attorney for the plaintiff.
 Montreal, 17th March, 1910. 1482

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 495.
 Dame Elodie Rivet, wife common as to property of Médard Caisse, contractor, of the city and district of Montreal, and duly authorized, Plaintiff ; vs the said Médard Caisse, Defendant.
 The plaintiff has, this 11th March, 1910, taken an action for separation as to property against the defendant.
 V. F. JASMIN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 11th March, 1910. 1484

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3821.
 Dame Marie Ernestine Foucault, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken an action for separation as to property against Alfred Crevier, of the same place.
 FONTAINE & LABELLE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 1st March, 1910. 1204

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5120.
Dame Joséphine Boisvert, épouse commune en biens de Urbain Lafond, de Pierreville, dans le district de Richelieu, la dite Joséphine Boisvert dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Le dit Urbain Lafond, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 février 1910.
ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,
Procureurs de la demanderesse.
Sorel, 2 mars 1910. 1245.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 250.
Dame Emilie Prénoveau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Bourguignon, carrier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Le dit Hormisdas Bourguignon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 24 février 1910.
1249.5
BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3834.
Dame Marie Coupal, de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Boulé, cultivateur, ci-devant du même lieu, et actuellement de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly Bassin, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;
vs
Le dit Joseph Boulé, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, le défendeur.
BISAILLON & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 4 mars 1910. 1279.4

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 357.
Dame Léopoldine Dessureault, de la paroisse de Saint-Stanislas, épouse commune en biens de Valère Trottier, forgeron, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;
vs
Le dit Valère Trottier, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée devant cette cour, ce quatre mars 1910.

BLONDIN, DESY & DESILETS,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 4 mars 1910. 1287.4
Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1839
Dame Julie Esther Carpentier, de la paroisse de Saint-Anicet, épouse commune en biens de Joseph Sauvé, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, en ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.
J. G. LAURENDEAU,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 25 février 1910. 1197.5

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5120.
Dame Joséphine Boisvert, wife common as to property of Urbain Lafond, of Pierreville, in the district of Richelieu, the said Joséphine Boisvert duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;
vs
The said Urbain Lafond, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th of February, 1910.
ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 2nd March, 1910. 1246.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 250
Dame Emilie Prenoveau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Bourguignon, of the same place, quarry-man, and duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;
vs
The said Hormisdas Bourguignon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 24th of February, 1910.
1250
BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3834.
Dame Marie Coupal, of the parish of Saint Jacques le Mineur, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Boulé, farmer, formerly of the same place, and now of the parish of Saint Joseph de Chambly Bassin, duly authorized in justice,
Plaintiff ;
vs
The said Joseph Boulé, Defendant.
An action in separation from board and bed has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.
BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th March, 1910. 1280

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 357.
Dame Léopoldine Dessureault, of the parish of Saint Stanislas, wife common as to property of Valère Trottier, blacksmith, of the same parish, and duly authorized to ester en justice to the ends hereof,
Plaintiff ;
vs
The said Valère Trottier, Defendant.
An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause, this fourth of March, 1910.

BLONDIN, DESY & DESILETS,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 4th March, 1910. 1288
Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court*
No. 1839
Dame Julie Esther Carpentier, of the parish of Saint Anicet, wife common as to property of Joseph Sauvé, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, has, this day, entered an action for separation as to property against her said husband.
J. G. LAURENDEAU,
Attorney of the plaintiff.
Valleyfield, 25th February, 1910. 1198

Province of Québec, }
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2002.
 Dame Joséphine Hamelin, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a institué une action en séparation de biens contre Missel Jodoin, du même lieu.

E. G. PLACE,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 1er mars 1910. 1165.5

*Cour Supérieure.—Beauce.**

Elmina Paradis, épouse commune en biens de Joseph Fortier, hôtelier, de Saint-Samuel,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Fortier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, entre les parties ci-dessus.

LETÉLLIER & BOUFFARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Saint-Joseph, Beauce, 3 mars 1910 1257.5

Québec.—Cour Supérieure.
 No 1930.

Elmire Bonneau, épouse commune en biens de Joseph Bédard, ouvrier en fourrures, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Bédard, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, le 3 mars courant, en cette cause.

Signé, AMD. ROBITAILLE,
 P. C. S.

Vraie copie,
 J. A. ROCHETTE,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 3 mars 1910. 1229.5

Avis de Faillites

Province of Québec, }
 District of Québec. } *Cour Supérieure.*
In re J. Armand Garneau, de Québec, marchand,
 Insolvable,
 Avis est par les présentes donné que le dit J. Armand Garneau a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le vingt-trois de mars courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Québec, conformément à la loi.

G. E. PARADIS, N. P.,
 Gardien provisoire.
 402, rue Saint-Jean, Québec.
 Québec, 26 mars 1910. 1651

Province of Québec, }
 District of Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 158.
In re Alfred Paquet, machiniste, du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district de Terrebonne,
 Insolvable ;

et
 Pierre Desjardins, marchand, du même lieu,
 Requérent.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Terrebonne, à Sainte Scholastique, dit district.

GRIGNON & FORTIER,
 Protonotaire C. S.
 Sainte-Scholastique, 23 mars 1910. 1657

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2002.
 Dame Joséphine Hamelin, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken an action for separation as to property against Missel Jodoin, of the same place.

E. G. PLACE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 1st March, 1910. 1166

Superior Court.—Beauce.

Elmina Paradis, wife common as to property of Joseph Fortier, hotelkeeper, of Saint Samuel,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Fortier, Defendant.
 A suit for separation as to property has been instituted, this day, between the above parties.

LETÉLLIER & BOUFFARD,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Joseph, Beauce, 3rd March, 1910. 1258

Québec.—Superior Court.
 No. 1930

Elmire Bonneau, wife common as to property of Joseph Bedard, fur worker, of the city of Québec, duly authorized to appear before the courts, for the purposes hereof,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Bédard, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Signed, AMD. ROBITAILLE,
 P. S. C.

True copy,
 J. A. ROCHETTE,
 Attorney for plaintiff.
 Québec, 3rd March, 1910. 1230

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
 District of Québec. } *Superior Court*
In re J. Armand Garneau, of Québec, merchant,
 Insolvent,
 Notice is hereby given that the said J. Armand Garneau has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the twenty third of March instant, at the office of the prothonotary of the superior court, at Québec, according to law.

G. E. PARADIS, N. P.,
 Provisional guardian.
 402, Saint John street, Québec.
 Québec, 26th March, 1910. 1652

Province of Québec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court*
 No. 158.
In re Alfred Paquet, of the village of Saint Therese de Blainville, district of Terrebonne, machinist,
 Insolvent ;

and
 Pierre Desjardins, of the same place, merchant,
 Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Terrebonne, at Sainte Scholastique, said district.

GRIGNON & FORTIER,
 Prothonotary, S. C.
 Sainte Scholastique, 23rd March, 1910. 1658

Province de Québec, }
 District d'Ottawa, } *Cour Supérieure.*
In re Arthur Demers, Saint-Ignace de Nominingue,
 Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à mon bureau, à Saint-Ignace de Nominingue, le ou après le 30 mars courant.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra être filée entre mes mains dans les quinze jours du présent avis.

HONORÉ THAUVETTE,
 Curateur.
 1631 Saint-Ignace de Nominingue.

Province de Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. M. Balacan, Montréal,
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 19ième jour d'avril 1910, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-ignés.

WILKS & BURNETT,
 Curateurs conjoints.
 Bureau de Wilks & Burnett,
 Montréal, 2 avril 1910. 1669

Province de Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
In re Jos. Goderre, hôtelier, Montréal,

Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 30 mars 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours qui suivent cet avis.

PAUL L. TURGEON,
 Curateur.
 Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, St. Frs. Xavier, Montreal. 1667

District de Quebec.

Re P. T. Pomerleau, marchand, Québec,
 Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 avril 1910.

V. E. PARADIS,
 Curateur.
 Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 30 mars 1910. 1665

District de Gaspé.

Ducasse & Lamontagne, de Sainte-Anne des Monts, marchands, ont, le 29 mars 1910, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
 Gardien provisoire.
 Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 30 mars 1910. 1661

District de Kamouraska.

Re H. Nill Dubé, marchand, Fraserville,
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 24 mars 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre

Province of Quebec, }
 District of Ottawa, } *Superior Court.*
In re Arthur Demers, Saint Ignace de Nominingue,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable in my office, at Saint Ignace de Nominingue, on and after the 30th March instant.

Any objection to such dividend must be filed with me within fifteen days from this notice.

HONORE THAUVETTE,
 Curator.
 1632 Saint Ignace de Nominingue.

Province of Quebec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*
 In the matter of J. M. Balacan, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 19th April, 1910, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
 Joint Curators.
 Office of Wilks & Burnett,
 Montreal, 2nd April 1910. 1670

Province of Quebec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*
In re Jos. Goderre, hotel keeper, Montreal.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 30th of March, 1910, I have been appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,
 Curator.
 Office of Chartrand & Turgeon,
 55, St. Frs. Xavier, Montreal. 1668

District of Quebec.

Re P. T. Pomerleau, merchant, Quebec,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th April, 1910.

V. E. PARADIS,
 Curator.
 Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 30th March, 1910. 1666

District of Gaspé.

Ducasse & Lamontagne, of Sainte Anne des Monts, merchants, have, on the 29th of March, 1910, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, according to law.

V. E. PARADIS,
 Provisional guardian.
 Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 30th March, 1910. 1662

District of Kamouraska.

Re H. Nill Dubé, merchant, Fraserville,
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 24th March, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are

cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 mars 1910. 1663

District de Québec.

Honoré Blouin, de la cité de Québec, marchand, a, le 29 mars 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 mars 1910. 1659

Avis

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de "The Ontario Companies Act et dans l'affaire de "The Canadian Oil Company, Limited".

En vertu des dispositions de "The Ontario Companies' Act", section 185, et des dispositions des statuts révisés d'Ontario, 1897, chapitre 129, section 38, avis est par le présent donné que tous les créanciers et personnes ayant des réclamations contre "The Canadian Oil Company, Limited", sont requis le ou avant le 16^e jour d'avril, A. D., 1910, d'expédier par la malle, affranchie, ou autrement envoyer à Simon Dymont, de la ville de Barrie, dans le comté de Simcoe et province d'Ontario, écuyer, liquidateur de la dite compagnie, dûment nommé à une assemblée spéciale générale des actionnaires de la dite compagnie, leurs noms et surnoms, adresses et descriptions, et tous les détails de leurs réclamations respectives, vérifiées convenablement, et des garanties, s'il y en a, tenues par eux, et qu'après la dite date le dit liquidateur procédera à la distribution de l'actif de la dite compagnie parmi les personnes y ayant droit, ayant rapport seulement aux réclamations dont il aura alors eu avis et que lui le dit liquidateur ne sera pas responsable de l'actif, ou aucune partie d'icelui, ainsi distribué, envers aucune personne dont l'avis de réclamation n'aura pas été reçu au temps de la dite distribution.

CRESWICKE & ALEXANDER,
de la ville de Barrie, dans le comté
de Simcoe et province d'Ontario,
Solliciteurs du dit liquidateur.

Daté à Barrie, ce 25^e jour de février A. D.,
1910. 1291.4

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 1962.

The Imperial Life Assurance Company,
Demanderesse ;

vs

Bernadette Racine, veuve et héritière de Gaudias
M. Fortier, de la cité de Québec,
Défenderesse ;

vs

The Manufacturers Life Insurance Company,
Tiers-saisie ;

vs

requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th March, 1910. 1664

District of Quebec.

Honoré Blouin, of the city of Quebec, merchant, has, on the 29th of March, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th March, 1910. 1660

Notice

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of The Ontario Companies Act and in the matter of The Canadian Oil Company, Limited.

Pursuant to the provisions of The Ontario Companies' Act, section 185, and the provisions of the revised statutes of Ontario, 1897, chapter 129, section 38, notice is hereby given that all creditors and persons having any claims against the Canadian Oil Company, Limited, are required on or before the 16th day of April, A. D., 1910, to send by post, prepaid, or otherwise deliver to Simon Dymont, of the town of Barrie, in the county of Simcoe and province of Ontario, esquire, the liquidator of the said company, duly appointed at a special general meeting of the shareholders of the said company, their christian and surnames, addresses and descriptions, and the full particulars of their claims respectively, properly verified, and of the securities, if any, held by them and that after the said date the said liquidator will proceed to distribute the assets of the said company among the parties entitled thereto, having regard only to those claims of which he shall then have notice and that he, the said liquidator will not then be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any persons of whose claims notice shall not have been received at the time of such distribution.

CRESWICKE & ALEXANDER,
Of the town of Barrie, in the county
of Simcoe and province of Ontario,
Solliciteurs for the said liquidator.

Dated at Barrie, this 25th day of February, A. D.,
1910. 1292

Order of the Court

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.
No. 1912.

The Imperial Life Assurance Company,
Plaintiff ;

vs

Bernadette Racine, widow and heiress of Gaudias
M. Fortier, of the city of Québec,
Defendant ;

vs

The Manufacturers Life Insurance Company,
Garnishee ;

vs

Germain Arthur Paradis, de Québec, notaire,
Intervenant.

Il est ordonné en vertu d'un jugement rendu le sept mars courant, par l'honorable juge J. C. McCorkill, aux créanciers de la défendresse, de produire leurs réclamations en la présente cause dans les quinze jours de la première insertion du présent ordre, dans la *Gazette Officielle de Québec*.

ALP. BOISSONNAULT,
Dép. P. C. S.

Bureau du Prot-notaire,
Québec, 16 mars 1910.

1539.2

Germain Arthur Paradis, of Quebec, notary.
Intervenant.

In virtue of a judgment rendered on the seventh of March instant, by the Honorable justice J. C. McCorkill, that the creditors of the defendant do file their claims in the present cause within fifteen days from the first publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

ALP. BOISSONNAULT,
Dep. P. S. C.

Prothonotary's Office,
Quebec, 16th March, 1910.

1540

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés on été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } GEORGE AMEDE
No 913. } G DUCLOS, banquier,
Demandeur ; contre FELIX CORMIER, écr., N. P., Défendeur.

1° Une terre étant la moitié nord-ouest du lot No six, du huitième rang du canton de Wickham, maintenant connue comme étant la moitié nord-ouest du numéro quatre cent deux (402), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant cent acres, plus ou moins.

2° Le lot numéro vingt-un, du neuvième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro quatre cent soixante-six (466), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins.

3° Le lot numéro vingt, du dixième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres, plus ou moins.

4° Le lot numéro vingt-un, du dixième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro six cent vingt-quatre (624), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le TROISIEME jour de MAI prochain, 1910, à UNE heure de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 mars 1910. 1695
[Première publication, 2 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } GEORGE AMEDE
No 914. } G DUCLOS, banquier,
Demandeur ; contre FELIX CORMIER, écr., N. P., Défendeur.

1° Un immeuble, le quart nord-ouest du lot numéro vingt-quatre, dans le onzième rang du canton de Wickham, étant le numéro six cent quarante-cinq (645), du cadastre officiel du dit canton, mesurant deux arpents et quart de largeur, plus ou moins, sur la longueur des lots—circonstances et dépendances.

2° Une terre étant la partie sud-est du lot numéro vingt-cinq, dans le onzième rang du canton de Wickham, connue comme la partie sud-est du numéro six cent quarante-quatre (644), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant trois quarts d'arpent de largeur sur la profondeur des lots—avec dépendances.

3° La parties des trois-quarts sud est du lot nu-

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } GEORGE AMEDE DU-
No 913. } G CLOS, banker, Plaintiff ;
against FELIX CORMIER, esq., N. P., Defendant.

1. A piece of land being the north west half of lot number six, in the eighth range of the township of Wickham, now known as being the north west half of a number four hundred and two (402), of official cadastre for said township, containing one hundred acres, more or less.

2. Lot number twenty one, in the ninth range of the township of Wickham, now number four hundred and sixty six (466), of official cadastre for said township, containing two hundred acres in superficies, more or less.

3. Lot number twenty, in the tenth range of the township of Wickham, now number six hundred and twenty three (623), of official cadastre for the said township, containing two hundred acres, more or less.

4. Lot number twenty one, in the tenth range of the township of Wickham, now number six hundred and twenty four (624), of official cadastre for said township, containing two hundred acres, more or less.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the THIRD day of MAY next, 1910, at ONE o'clock in the afternoon

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 30th March, 1910. 1696
[First published, 2nd April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } GEORGE AMEDE
No. 914. } G DUCLOS, banker,
Plaintiff ; against FELIX CORMIER, esq., N. P., Defendant.

1. A piece of land, the north west quarter of lot number twenty four, in the eleventh range of the township of Wickham, being number six hundred and forty five (645), of official cadastre for said township, measuring two and a quarter arpents in width, more or less, by the depth of the lots—circumstances and dependencies.

2. A piece of land being the south east part of lot number twenty five, in the eleventh range of the township of Wickham, known as the south east part of lot number six hundred and forty four (644), of official cadastre for said township, containing three quarters of an arpent in width by the depth of the lots—with dependencies.

3. The south east three quarters part of lot

méro vingt-trois, dans le onzième rang du canton de Wickham, contenant cent cinquante acres en superficie, plus ou moins, étant le numéro six cent cinquante (650), du cadastre officiel du dit canton — avec maison, grange et autres dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le TROISIEME jour de MAI prochain, 1910, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif
Arthabaska, 30 mars 1910. 1693
[Première publication, 2 avril 1910.]

number twenty three, in the eleventh range of the township of Wickham, containing one hundred and fifty acres in superficies, more or less, being lot number six hundred and fifty (650), of official cadastre for said township— with a house, barn and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jean of Wickham, on the THIRD day of MAY next, 1910 at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 30th March, 1910. 1694
[First published, 2nd April, 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le- TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.— Québec.

Chicoutimi, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No 44. } FRANCO-CANADIEN,
Demandeur : contre JOSEPH GRENIER, du Lac Bouchette, Défendeur.

1° Une terre de deux arpents et un quart de largeur sur quatorze arpents, plus ou moins de profondeur, comprenant la juste moitié sud du lot de terre numéro trente et un (31), du sixième rang du canton Dablon ; bornée par le front à l'ouest au Lac Bouchette, par la profondeur au cinquième rang ; tenant du côté sud à Joseph Dumais, et du côté nord à Théophile Lavoie—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2° Une terre mesurant quatre arpents et quatre perches de front plus ou moins, sur la profondeur de vingt huit arpents, comprenant la partie nord du lot de terre numéro trente-deux du cinquième rang du canton Dablon ; bornée par le front au sixième rang, par l'autre bout au quinzième rang du canton Dequen ; tenant du côté nord à David Bouchard, et du côté sud à Pascal Dumais, fils, possédant les deux arpents sud du même lot—appartenances et dépendances.

Pour être vendus en un seul et même lot, à la porte de l'église de la paroisse du Lac Bouchette, le TROISIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 24 mars 1910. 1639
[Première publication, 2 avril 1910.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } ALEXINA MICHAUD,
No 2103. } Demanderesse ; contre
HECTOR POTVIN, Défendeur.

Le lot numéro quatorze B (14 B), du quatrième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi au cadastre de partie du 1er rang du canton Bagot et de parties des 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 13° rangs sud-ouest du canton Chicoutimi, de figure irrégulière, formant partie du lot numéro quatorze, du quatrième rang sud-ouest, arpentage primitif du canton Chicoutimi : borné vers le nord-ouest par le chemin public, vers le nord est et le sud-est par la rivière du moulin, vers le sud-ouest par le lot numéro quatorze, du même quatrième rang, mesurant en superficie quatre acres environ—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à Laterrière, le DOUZIEME

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.— Québec.

Chicoutimi, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 44. } FRANCO-CANADIEN,
Plaintiff ; against JOSEPH GRENIER, of Lac Bouchette, Defendant.

1. A farm of two arpents and a quarter in width by fourteen arpents, more or less in depth, comprising the exact south half of the lot of land number thirty one (31), of the sixth range of the township Dablon ; bounded in front to the west by Lake Bouchette, in depth by the fifth range, on the south side by Joseph Dumais, and on the north side by Théophile Lavoie — with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. A farm measuring four arpents and four perches in front, more or less, by the depth of twenty eight arpents, comprising the north part of land number thirty two of the fifth range of the township Dablon ; bounded in front by the sixth range, on the other end by the fifteenth range of the township Dequen, on the north side by David Bouchard, and on the south side by Pascal Dumais, junior, owning the two south arpents of the same lot—appurtenances and dependencies.

To be sold in and as one lot, at the church door of the parish of Lac Bouchette, on the THIRD day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 24th March, 1910. 1640
[First published, 2nd April, 1910.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } ALEXINA MICHAUD,
No. 2103. } Plaintiff ; against
HECTOR POTVIN, Defendant.

Lot number fourteen B (14b), of the fourth west range of the township of Chicoutimi on the cadastre of part of the 1st range of the township Bagot and of parts of the 1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th and 13th south west ranges of the township Chicoutimi, of irregular outline, forming part of lot number fourteen, of the fourth south west range, primitive survey of the township Chicoutimi ; bounded on the north west by the public road, on the north east and south east by the mill river, on the south west by lot number fourteen, of the same fourth range, measuring about four acres in superficies— with buildings, thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at Laterrière, on the TWELFTH day

jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 mars 1910. 1317.2
[Première publication, 12 mars 1910.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **G** EDEON GAUTHIER
No 2912. } **ET** ONESIME TREM-
BLAY, tous deux de la ville de Chicoutimi marchands ; vs **J**OSEPH NAPOLEON LAPOINTE, charpentier, de Chicoutimi.

Un certain lopin de terre connu et désigné d'après le cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, comme étant le lot dix-neuf f-deux (19-f-2), du deuxième rang nord-est du chemin Sydenham, canton de Chicoutimi—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi

EDM. SAVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 mars 1910. 1319.2
[Première publication, 12 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Joliette

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **P** I E R R E DUMONTIER,
No 4673 } Demandeur ; contre REMI
DESHY ET AL, Défendeurs.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Barthélemi, au village, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous les numéros partie quatre cent vingt-cinq et quatre cent vingt-huit (425 et 428), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Barthélemi, dans le comté de Berthier, district de Joliette ; borné en front par la rue Adélar, en arrière par Arsène Hénault, d'un côté par Demoiselle Aveline Sylvestre, et de l'autre côté par Omer Dupuis — et les bâtisses y érigées.

2° Une terre en bois debout située en la paroisse de Saint-Barthélemi, district de Joliette, dans le cinquième rang de la seigneurie d'York ou Dusablée, étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent vingt-cinq (725), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Barthélemi.

3° Une terre située dans la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro cent trente-sept (137), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cuthbert.

4° Une terre située en la paroisse de Saint-Barthélemi, dans le premier rang du Grand Saint-Jacques, connue et désignée sous le numéro trois cent vingt deux (322), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Barthélemi—et les bâtisses y érigées, le tout en la possession actuel du dit Louis Hénault.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barthélemi, le septième jour du mois de mars courant, à une heure de l'après-midi, savoir : les Nos 1, 2 et 4, aura lieu à Saint-Barthélemi, le

of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 7th March, 1910. 1318
[First published, 12th March, 1910.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **G** EDEON GAUTHIER
No. 2912. } **and** ONESIME TREM-
BLAY, both of the town of Chicoutimi, merchants ; against **J**OSEPH NAPOLEON LAPOINTE, car-
penter, of Chicoutimi.

A certain piece of land known and designated on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, as being lot nineteen-f-two (19-f-2), of the second nord-east range of Sydenham road, township of Chicoutimi—with buildings and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the TWELFTH day of APRIL next, at ten o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 7th March, 1910. 1320
[First published, 12th March, 1910.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **P** I E R R E DUMONTIER,
No. 4673 } Plaintiff ; against REMI
DESHY ET AL, Defendants.

1. An emplacement situate in the parish of Saint Barthelemi, in the village, forming part of the lot of land known and designated under numbers part four hundred and twenty five and four hundred and twenty eight (425 and 428), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Barthelemi, in the county of Berthier, district of Joliette ; bounded in front by Adelar street, in the rear by Arsène Hénault, on one side by Miss Eveline Sylvestre, and on the other side by Omer Dupuis—and the buildings thereon erected.

2. A wooded land situate in the parish of Saint Barthelemi, district of Joliette, in the fifth range of the seigniory of York or Dusablée, being the lot of land known and designated under number seven hundred and twenty five (725), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Barthelemi.

3. A farm situate in the parish of Saint Cuthbert, district of Joliette, known and designated under number one hundred and thirty seven (137), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cuthbert.

4. A farm situate in the parish of Saint Barthelemi, in the first range of Grand Saint Jacques, known and designated under number three hundred and twenty two (322), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Barthelemi—and the buildings thereon erected, all actually in the possession of the said Louis Hénault.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, which was to have taken place at the church door of the parish of Saint Barthelemi, on the seventh day of the month of March instant, at one o'clock in the afternoon, namely : numbers 1, 2 and 4, shall take place at

DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi,

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 15 mars 1910. 1485
Première publication du 19 mars 1910, est nulle.
[Première publication, 2 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Montcalm.
Joliette, à savoir : } MARCEL MAGEAU,
No 2273. } Demandeur ; contre
FRANÇOIS BELAIRE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Julienne, de forme irrégulière, contenant environ deux arpents en superficie, plus ou moins, renfermé dans les limites suivantes ; borné d'un côté par la ligne du chemin de fer du Grand Nord, d'autre côté par le chemin du Roi, et de l'autre côté, partie par une coulée et partie par un fossé—avec maison et autres bâisses, lequel emplacement étant partie du lot numéro trente, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Julienne.

A distraire du dit emplacement : 1° Un lopin de terre de quarante pieds de largeur sur trente pieds de profondeur occupé par Ludger Beaugard, 2° Trois autres lopins de terre dont un de quarante pieds par trente pieds, un autre de quarante pieds par quatre-vingt-dix, et un autre de dix pieds par quarante, occupés par Edouard Lévesque. Le dit emplacement sujet aux charges et servitudes créés par acte de vente reçu devant Mtre J. A. Archambault, notaire, le 2 juillet 1903, enregistré sous le No 23689, par un acte de vente reçu devant le même notaire, le 31 août 1908, enregistré sous le No 21969, et par un autre acte de vente reçu devant le même notaire, le 18 août 1908, enregistré sous le No 24695, et sujet à l'entretien pour moitié de toute la partie du chemin de la Pothée, qui touche au dit emplacement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julienne, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 7 mars 1910. 1297.2
[Première publication, 12 mars 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montreal.

Joliette, à savoir : } LA FONCIERE, Demande-
No 2478. } resse ; vs JOSEPH L.
DUPLESSIS, curateur au délaissement délaissé
par Victor Bibeau, des cité et distr et de Montréal.

Plusieurs lots de terre faisant partie de ceux connus et désignés sous les Nos 588, 589, 590 et 591, du livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Cuthbert ; borné en front par le chemin du Roi, en profondeur par la rivière Chicot, d'un côté par Hyacinthe Grégoire, et de l'autre côté par Cuthbert Grégoire—avec fabrique de beurre et fromage et tous les accessoires pour la fabrication du beurre et fromage et une maison d'habitation cideessus érigée, entre les mains de Jos. L. Duplessis, curateur au délaissement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cuthbert, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Joliette, 7 mars 1910. 1295.2
[Première publication, 12 mars 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } JOSEPH ARCHAMBAULT,
No 4352. } Demandeur ; vs JOSEPH
VITALIEN MARTEL, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de l'Assomption, district de Joliette, faisant et étant partie du numéro 141, des plan et livres de renvoi officiels de la dite ville, la dite partie de numéro étant limitée

Saint Barthélemi, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 15th March, 1910. 1486
First publication of 19th March, 1910, is null.
[First published, 2nd April, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Montcalm.
Joliette, to wit : } MARCEL MAGEAU, Plain-
No. 2273. } tiff ; against FRANÇOIS
BELAIRE, Defendant.

1. An emplacement situate in the parish of Sainte-Julienne, of irregular outline, containing about two arpents in superficies, more or less, contained within the following limits : bounded on one side by the Great Northern Railway line, on another side the King's highway, and on the other side partly by a coulée and partly by a ditch—with house and other buildings, which emplacement being part of lot number thirty, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte-Julienne.

To withdraw from the said emplacement : 1. A piece of land forty feet in width by thirty feet in depth, occupied by Ludger Beaugard. 2. Three other pieces of land of which one of forty feet by thirty feet, another of forty feet by ninety, and another of ten feet by forty, occupied by Edouard Lévesque. The said emplacement subject to the charges and servitudes created by deed of sale passed before Mtre G. A. Archambault, notary, on the 2nd July, 1903, registered under No. 23689, by a deed of sale passed before the same notary, on the 31st August, 1908, registered under No. 21969, and by another deed of sale passed before the same notary, on the 18th August, 1908, registered under No. 24695, and subject for half of the maintenance of all the part of the Pothée road, which adjoins the said emplacement.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Julienne, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 7th March, 1910. 1298
[[First published, 12th March, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montreal.

Joliette, to wit : } LA FONCIERE, Plaintiff ; vs
No. 2478. } JOSEPH L. DUPLESSIS,
curateur to the surrender made by Victor Bibeau,
of the city and district of Montreal.

Several lots of land forming part of those known and designated under the Nos. 588, 589, 590 and 591, of the official book of reference of the parish of Saint Cuthbert ; bounded in front by the King's highway, in depth by the river Chicot, on one side by Hyacinthe Grégoire, and on the other side by Cuthbert Grégoire—with butter and cheese factory and all accessories for making butter and cheese and with dwelling house thereon erected, in the hands of Jos. L. Duplessis, curator to the surrender.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cuthbert, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 7th March, 1910. 1296
[First published, 12th March, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } JOSEPH ARCHAMBAULT,
No. 4352. } Plaintiff ; vs JOSEPH
VITALIEN MARTEL, Defendant.

An emplacement situate in the town of l'Assomption, district of Joliette, forming and being part of number 141, of the official plan and book of reference of the said town, the said part of number

comme suit et contenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes : tenant par devant partie à la rue du Portage et partie à Demoiselle Emma Ritchot, par derrière à la rue Saint-Jean-Baptiste, d'un côté à la rue Saint-Jacques, et de l'autre côté à la dite Emma Ritchot, propriétaire de l'autre partie du numéro officiel 141, à Elzéar Parent, successeur de James Wright, No 142, aux successeurs de feu Nazaire Villeneuve, numéro officiel 143, et à Joseph Duhamel, numéro officiel 144—avec maison et bâtisses dessus construites.

Cette propriété est maintenant louée à Charles Rho, qui a droit de l'occuper jusqu'au 20 avril 1911, en vertu d'un bail enregistré, Rég. B, vol. 67, fol. 561, No 31437a.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 7 mars 1910. 1315-2
[Première publication, 12 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **LA BANQUE NATIO-**
No 4205. } **NALE**, corps politique
et incorporé, ayant son principal siège d'affaires dans la cité de Québec, avec succursale dans la ville de Fraserville, à Rivière-du-Loup Station, Demanderesse ; contre **JOSEPH DUVAL**, de la paroisse de Saint-Antonin, Défendeur.

Un circuit de terre étant au cadastre du comté de Temiscouata, pour la paroisse de Saint-Antonin, partie du lot (p. 289), deux cent quatre vingt-neuf et le lot No (291) deux cent quatre-vingt-onze—avec une bâtisse dessus construite, la partie du lot No 291 est bornée au nord au chemin public, au sud à l'Étang de Rivière Fourchue, au nord-est à un chemin privé, et à l'ouest au lot No 291, et à la ligne limitative entre les dites deux paroisses, formant tout ce que le dit défendeur possède sur ce lot et qu'il a acquis de Théophile Soucy, par acte du 25 juillet 1896, devant C. P. Beaulieu, notaire, les lots Nos (931 et 932) neuf cent trente-un et neuf trente-deux, du cadastre de Saint-Alexandre de Kamouraska, partie du lot No (p. 652) six cent cinquante-deux du cadastre de Saint-Alexandre de Kamouraska, mesurant environ cent pieds en superficie et sur laquelle est bâtie une partie de la maison du dit défendeur, la partie sud-ouest du lot cadastral No (p. 933) neuf cent trente-trois des mêmes cadastre et paroisse de Saint-Alexandre, mesurant un arpent et trois quarts de large ; bornée au nord-est à Edmond Duval.

Les lots No p. 289, No 291 et No p. 652, pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-Antonin, le TROISIEME jour de MAI 1910, à DIX heures de l'avant-midi ; et les lots Nos 931, 932 et p. 933, pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-Alexandre, le QUATRIEME jour de MAI 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 30 mars 1910. 1683
[Première publication, 2 avril 1910.]

being limited as follows and containing all the lands enclosed within the following boundaries : in front partly by the Portage street and partly by Miss Emma Ritchot, in the rear by Saint Jean Baptiste street, on one side by Saint James street, and on the other side by the said Emma Ritchot, proprietress of the other part of official No. 141, by Elzéar Parent, successor of James Wright, No. 142, by the successors of the late Nazaire Villeneuve, official No. 143, and by Joseph Duhamel, official No. 144—with house and buildings thereon erected

This property is now leased to Charles Rho, who has the right to occupy it until the 20th April, 1911, under a lease registered, Reg. B, vol. 67, fol. 561, No. 31437a.

To be sold at the church door of the parish of l'Assomption, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 7th March, 1910. 1316
[First published, 12th March, 1910]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **LA BANQUE NATIO-**
No. 4205. } **NALE**, a body politic
and corporate, having its chief place of business in the city of Québec, with a branch in the town of Fraserville, at Rivière du Loup Station, Plaintiff ; against **JOSEPH DUVAL**, of the parish of Saint Antonin, Defendant.

A circuit of land being on the cadastre of the county of Temiscouata, for the parish of Saint-Antonin, part of lot number two hundred and eighty nine (p. 289) and lot number two hundred and ninety one (291)—with a building thereon erected ; the part of the said No. 291 is bounded on the north by the public road, on the south by the Etang de Rivière Fourchue, on the north east by a private road, and on the west by lot No. 291, and by the boundary line between the said two parishes, forming all that the said defendant owns of such lot and which he acquired from Théophile Soucy, by deed of the 25th July, 1896, before C. P. Beaulieu, notary ; the lots Nos. (931 and 932) nine hundred and thirty one and nine hundred and thirty two, of the cadastre of Saint-Alexandre de Kamouraska, part of lot number six hundred and fifty two (p. 652), of the cadastre of Saint-Alexandre de Kamouraska, measuring about one hundred feet in superficies and on which is built a part of the house of the said defendant : the south west part of cadastral lot number nine hundred and thirty three (p. 933), of the same cadastre and parish of Saint-Alexandre, measuring one arpent and three quarters in width ; bounded on the north east by Edmond Duval.

Lots No. p. 289, No 291 and No. p. 652, to be sold as one lot at the church door of Saint Antonin, on the THIRD day of MAY, 1910, at TEN o'clock in the forenoon ; and lots Nos. 931, 932 and p. 933, to be sold in one lot, at the church door of Saint Alexandre, on the FOURTH day of MAY, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 30th March, 1910. 1684
[First published, 2nd April, 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **G** **GEORGES BERUBÉ**,
No 4404. } rentier et capitaliste,
de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, Demandeur ;
contre **ROMUALD SOUCY**, ci-devant de la pa-
roisse de Sainte-Rose-du-Dégelé, et actuellement à
Sanford, Maine, dans les états unis d'Amérique,
Défendeur.

Une terre située sur le premier rang de Sainte-
Rose-du-Dégelé, contenant trois arpents de front
sur trente arpents de profondeur ; bornée au nord-
ouest à Paschal Dumont, au sud-est à François
Lévesque, au sud-ouest aux terres du deuxième
rang, au nord-est à la rivière Madawaska, faisant
partie sud du numéro soixante-six (No p. 66), du
cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Rose-
du-Dégelé—avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-
Rose-du-Dégelé, le SIXIEME jour de MAI 1910,
à UNE heure de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 30 mars 1910. 1681
[Première publication, 2 avril 1910].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **F** **FRANCOIS XAVIER**
No. 3790. } **DUPUIS**, des cité et
district de Montréal, recorder, Demandeur ; contre
les terres et tenements de **ANTOINE ROBERT**,
du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Mont
Royal, de la cité de Montréal, dans le dit district,
le dit lot faisant front sur le chemin de la Côte des
Neiges, et connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels du village incorporé de la Côte des
Neiges, comme le lot officiel numéro onze—avec les
bâti ses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de
Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à
DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 30 mars 1910. 1679
[Première publication, 2 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A** **TENDU** que dans une
No 1245. } cause où **THE LONDON**
ASSURANCE CORPORATION, corps politique et
dûment incorporé suivant la loi, ayant son principal
bureau pour le Canada dans la cité de Montréal,
était Demanderesse ; et **FRANCOIS XAVIER**
GOSSELIN, de la cité de Québec, notaire, et autres
étaient Défendeurs ; la dite Demanderesse contre
JACQUES AURELE GRENIER et **CHARLES**
VEILLEUX, les deux autres Défendeurs ;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **G** **GEORGES BERUBÉ**, ren-
No. 4404. } tier and capitalist, of the
parish of Notre-Dame du Lac, Plaintiff ; against
ROMUALD SOUCY, heretofore of the parish of
Sainte Rose du Dégelé, and now of Sanford, Maine,
in the united states of America, Defendant.

A farm situate in the first range of Sainte Rose
du Dégelé, containing three arpents in front by
thirty arpents in depth ; bounded on the north
west by Paschal Dumont, on the south east by
François Lévesque, on the south west by the lands
of the second range, on the north east by the
Madawaska River, forming the south part of num-
ber sixty six (No. pt. 66), of the official cadastre of
said parish of Sainte Rose du Dégelé—with build-
ings thereon erected, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the church door of Sainte Rose du
Dégelé, on the SIXTH day of MAY, 1910, at ONE
o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 30th March, 1910. 1682
[First published, 2nd April, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **F** **FRANCOIS XAVIER DU-**
No. 3790. } **PUIS**, of the city and
district of Montreal, Recorder, Plaintiff ; against
the lands and tenements of **ANTOINE ROBERT**,
of the same place, Defendant.

A certain lot of land lying and being in the
Mount Royal ward, of the city of Montreal, in said
district, said lot fronting upon the Côte des Neiges
Road, and known and distinguished upon the
official plan and book of reference of the incor-
porated village of Côte des Neiges, as lot official
number eleven—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock
in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 30th March, 1910. 1680
[First published, 2nd April, 1910]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **W** **HEREAS** that in a cause in
No. 1245. } which **THE LONDON AS-**
ASSURANCE CORPORATION, a body politic and
duly incorporated according to law, having its chief
office for Canada in the city of Montreal, was
Plaintiff ; and **FRANCOIS XAVIER GOSSELIN**,
of the city of Quebec, notary, and others were
Defendants ; the said plaintiff against **JACQUES**
AURELE GRENIER and **CHARLES VEIL-**
LEUX, the two other Defendants.

Saisie comme appartenant à Charles Veilleux, de la ville de Lévis, marchand, l'un des dits défendeurs, à savoir :

1° Le lot No 309 (trois cent neuf), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord de la ligne du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 318 (trois cent dix-huit), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord de la ligne du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

3° Le lot No 325 (trois cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord de la ligne du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

4° Le lot No 326 (trois cent vingt-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

5° Le lot No 381 (trois cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

6° Le lot No 382 (trois cent quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

7° Le lot No 383 (trois cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

8° Le lot No 365 (trois cent soixante et cinq) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord de la ligne du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

9° Le lot No 366 (trois soixante et six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

10° Le lot No 395 (trois cent quatre-vingt-quinze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin public—circonstances et dépendances ;

11° Le lot No 396 (trois cent quatre-vingt-seize), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer—avec quais, circonstances et dépendances ;

12° Le lot No 412 (quatre cent douze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

13° Le lot No 416 (quatre cent seize), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

14° Le lot No 437 (quatre cent trente-sept), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé au sud du chemin public—circonstances et dépendances ;

15° La moitié nord-est du lot No 437a (quatre cent trente-sept a), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre de forme irrégulière ; borné en front au nord par le No 437 et le chemin public, au sud par la cime du cap, à l'est par le No 436a, à l'ouest par le chemin public, contenant en superficie 6,900 pieds, mesure anglaise—circonstances et dépendances.

16° La moitié nord-est du lot No 423 (quatre cent-vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un

Seized as belonging to Charles Veilleux, of the town of Lévis, merchant, one of the said defendants, to wit :

1. Lot No. 309 (three hundred and nine), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

2. Lot No 318 (three hundred and eighteen), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

3. Lot No. 325 (three hundred and twenty five), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

4. Lot No. 326 (three hundred and twenty six), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot situate on Saint Lawrence street—circumstances and dependencies ;

5. Lot No. 381 (three hundred and eighty one), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Saint Lawrence street—circumstances and dependencies ;

6. Lot No. 382 (three hundred and eighty two), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Saint Lawrence street—circumstances and dependencies ;

7. Lot No. 383 (three hundred and eighty three), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Saint Lawrence street—circumstances and dependencies ;

8. Lot No. 365 (three hundred and sixty five), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

9. Lot No 366 (three hundred and sixty six), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

10. Lot No. 395 (three hundred and ninety five), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

11. Lot No. 396 (three hundred and ninety six), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—with wharves, circumstances and dependencies ;

12. Lot No. 412 (four hundred and twelve), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate on the north of the railway—circumstances and dependencies ;

13. Lot No. 416 (four hundred and sixteen), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Saint Lawrence street—circumstances and dependencies ;

14. Lot No. 437 (four hundred and thirty seven), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on the south of the highway—circumstances and dependencies ;

15. The north-east half of lot No. 437a (four hundred and thirty seven a), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land of irregular outline ; bounded in front to the north by No. 437 and the highway, on the south by the *cime du cap*, on the east by No. 436a, on the west by the highway, containing 6900 feet in superficies, english measure—circumstances and dependencies.

16. The north east half of lot No. 423 (four hundred and twenty three), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis,

lot de grève ; borné au sud-est par la borne ouest du droit de passage du chemin de fer, ou le No du cadastre 310, au sud-ouest par l'anse Hadlow et le résidu du lot No 423, en front au nord-ouest par la marque de basse marée, au nord-est par le lot No 413, contenant en superficie 559,062 pieds, mesure anglaise—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David de l'Aube-Rivière, comté de Lévis, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 17 mars 1910. ED. BEGIN, Député Shérif, 1493-2
[Première publication, 19 mars 1910].

Quebec, à savoir : } FIERI FACIAS.
No 606. } DEMOISELLE AURELIE CHASSEUR ALIAS LE-CHASSEUR ; contre PIERRE-CHRYSOLOGUE DURAND à savoir :

Le lot No 1055 (mille cinquante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, étant une terre située en la seigneurie Saint-Gabriel, concession Petit Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 17 mars 1910. ED. BEGIN, Député shérif, 1495-2
[Première publication 19 mars 1910]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } ERNEST LAPOINTE, Demandeur ; vs JAMES ALIAS JEAN BOURASSA, Défendeur.

1° Un lopin de terre situé en la ville de Grand-Mère, de forme triangulaire et étant tout le terrain qui se trouve compris entre les sinuosités de la petite Rivière Grand-Mère qui le borne à l'ouest et désigné comme suit : borné vers l'est aux emplacements des Sieurs Georges Boudreault, Jim alias James Bourassa, Vic or Perreault, T. Desilets, Tousignant et Racine, moins la réserve en faveur de J. O. H. Rivard, pour chemin de passage, du même côté : borné vers le sud au terrain de Hormisdas Rivard, et vers le nord au résidu du dit terrain, mesurant environ cent quatre vingt dix pieds dans la ligne séparative du dit terrain et de celui du dit Hormisdas Rivard, pour delà aller en ligne perpendiculaire à cette dernière jusqu'à la rivière Grand-Mère, et environ quatre arpents de longueur dans la ligne séparative du dit terrain et de ceux des dit Boudreault, Bourassa, Désilets, Tousignant et Racine jusqu'à la dite rivière Grand-Mère, formant partie des lots numéros cent trente-six et cent trente sept (136 et 137), du cadastre hypothécaire pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession de Sainte Catherine, contenant un arpent de front sur une profondeur de sept à huit arpents, plus ou moins ; borné en front par le chemin public, en profondeur par Napoléon Lemay, du côté sud-ouest par Willie Ri-

being a beach lot ; bounded on the south east by the western limit of the railway right of way, or the No. of the cadastre 310, on the south west by Hadlow Cove and the remainder of lot No. 423, in front to the nord west by low water mark, on the north east by lot No. 413, containing 559,062 feet in superficies, english measure—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint David de l'Aube Rivière, county of Lévis, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 17th March, 1910. ED. BEGIN, Deputy Sheriff, 1494
[First published, 19th March, 1910.]

Quebec, to wit : } FIERI FACIAS.
No. 606. } MISS AURELIE CHASSEUR ALIAS LECHASSEUR ; against PIERRE CHRYSOLOGUE DURAND, to wit :

Lot No. 1055 (one thousand and fifty five), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, being a farm situate in the seigniorie Saint Gabriel, Petit Saint Antoine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, county of Québec, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 17th March, 1910. ED. BEGIN, Deputy Sheriff, 1496
[First published, 19th March, 1910.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } ERNEST LAPOINTE, Plaintiff ; vs JAMES ALIAS JEAN BOURASSA, Defendant.

1. A piece of land situate in the town of Grand-Mère, of triangular outline and being all the land comprised between the sinuosities of the Petite Rivière Grand-Mère, which bounds it on the west and designated as follows : bounded towards the east by the lots of Sieurs Georges Boudreault, Jim alias James Bourassa, Victor Perreault, T. Desilets, Tousignant and Racine, minus the reserve in favor of J. O. H. Rivard, for a right of way, on the same side ; bounded towards the south by the land of Hormisdas Rivard, and towards the north by the remainder of the said land, measuring about one hundred and ninety feet in the division line of the said land and that of the said Hormisdas Rivard, then running in a perpendicular line to the latter as far as the Grand-Mère river, and about four arpents in length in the division line of the said land and that of the said Boudreault, Bourassa, Desilets, Tousignant and Racine, as far as the said Grand-Mère river, forming part of lots numbers one hundred and thirty six and one hundred and thirty seven (pt. 136 and 137), of the mortgage cadastre for the parish of Sainte-Flore.

2. A piece of land situate in the parish of Sainte-Flore, in the Sainte Catherine concession, containing one arpent in front by a depth of seven to eight arpents, more or less ; bounded in front by the public road, in depth by Napoléon Lemay, on the south west side by Willie Rivard, and on the

card, et du côté nord-est par Joseph Dufresne, et faisant partie du lot de terre numéro soixante et trois (p. 63), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin; et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 30 mars 1910. 1677
[Première publication, 2 avril 1910]

north east side by Joseph Dufresne, and forming part of lot number sixty three (p. 63), on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the parish of Sainte Flore.

To be sold, the immovable firstly described, at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon; and the immovable secondly described, at the church door of the parish of Sainte Flore, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 30th March, 1910. 1678
[First published, 2nd April, 1910.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 31 mars 1910, de nommer MM. Joseph Savard et Georges P. Bellemare, conseillers de la municipalité du village de La Tuque Falls, comté de Champlain, conformément aux dispositions de l'article 329 du code municipal.

1685

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 30 mars dernier, 1910, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Argenteuil, Grenville No 3.—MM. John McGalliard et William Waite, en remplacement de MM. Edgar Crawford et James R. Young.

Terrebonne, St-Sauveur.—M. Philias Raymond, en remplacement de M. Michel Provost, absent depuis plus de trois mois.

1687

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 31st March, 1910, to appoint Messrs. Joseph Savard and Georges P. Bellemare, councillors of the municipality of the village of La Tuque Falls, county of Champlain, in accordance with the provisions of article 329 of the municipal code.

1686

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of a school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th March last, 1910, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Argenteuil, Grenville No. 3.—Messrs John McGalliard and William Waite, to replace Messrs. Edgar Crawford and James R. Young

Terrebonne, St-Sauveur.—Mr. Philias Raymond, to replace Mr. Michel Provost, absent since over three months.

1688

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Vict., ch. XX, et 59 Vict., ch. XXI, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Labelle, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Félix de Chêneville."

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 30 mars 1910. 1675

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 mars 1910, constituant en corporation MM. François Xavier Petitclerc, négociant, Louis St. Laurent, avocat, Joseph Sirois, notaire, de Québec, D. Léon Noël, commerçant de bois, de Saint-Ferdinand d'Halifax, J. Rodolphe Giroux, agent d'assurance, de Montcalm, dans les buts suivants :

Agir comme agents ou courtiers dans les affaires d'assurance sous toutes ses formes et dans toutes ses branches ;

Government Notice

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Vict., ch. XX, and 59 Vict., ch. XXI, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Labelle, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Felix de Chêneville."

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 30th March, 1910. 1676

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 26th day of March, 1910, incorporating Messrs. François Xavier Petitclerc, trader, Louis St. Laurent, advocate, Joseph Sirois, notary, of Québec, D. Léon Noël, wood merchant, of Saint Ferdinand d'Halifax, J. Rodolphe Giroux, insurance agent, of Montcalm, for the following purposes :

To act as agents or brokers in the insurance business, under all its forms and in all its branches ;

Agir comme agents ou courtiers d'immeubles ;
Accepter et remplir tout mandat, qui pourra lui être confié n'entraînant pas contrainte par corps et ayant trait à une ou des opérations que le mandant aurait eu droit de faire lui-même et ce aux conditions qui pourront être arrêtées ;

Acquérir, se procurer par bail ou autrement, administrer pour son propre compte et aliéner tout bien mobilier ou immobilier, toute valeur industrielle, stock, bon, débetures ou autre titre de créance ;

Consentir, émettre, acquérir et aliéner par aucun mode légal des lettres de change, billets promissaires, chèques, coupons ou autres effets négociables ou de commerce ;

Accepter tous dépôts sauf ceux faits en vertu de l'autorité judiciaire qui pourront être confiés aux conditions qui pourront être arrêtées et, à cet effet, construire, acquérir, se procurer par bail ou autre mode légal, maintenir et administrer des réceptacles convenables ;

Placer ou prêter ses capitaux ou autres argents dont elle pourra avoir l'administration et prendre telles garanties ou sûretés mobilières et immobilières qu'elle jugera utiles pour tels prêts ou placements ou autres dettes dues à la compagnie ;

Emprunter sur hypothèque et engager ses biens ou aucune partie d'iceux ;

Acquérir tout commerce et toute clientèle dans un commerce que la compagnie est autorisée à faire et payer pour ceux en argent ou en parts acquittées ou partiellement acquittées dans le capital-actions de la compagnie ;

Devenir actionnaire dans d'autres compagnies faisant ou autorisées à faire les mêmes affaires ou quelqu'une des mêmes affaires que celle-ci et ce moyennant des paiements en argent ou en parts acquittées ou partiellement acquittées de son capital-actions ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en rapport soit à la souscription du capital-actions de la compagnie soit pour sa formation et son organisation ou pour l'administration de ses affaires ;

Faire toute chose nécessaire, utile ou avantageuse pour promouvoir les fins ou quelques-unes des fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "The Quebec Assurance & Brokerage, Limited", avec un capital total de quarante cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100) chacune.

La principale place d'affaires sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars mil neuf cent dix.

JOS. DUMONT,

1697

Sous-secrétaire de la province.

To act as real estate agents or brokers ;

To accept and execute any commission entrusted to it, not involving coercive imprisonment, in connection with any operation that the principal would have the right to do himself and the same on the conditions that may be agreed on ;

To acquire, procure by lease or otherwise, manage for its own account and alienate any moveable or immoveable property, and industrial security, stock, bond, debenture or other credential ;

To execute, issue, acquire and alienate by any legal mode, bills of exchange, promissory notes, cheques, coupons or other negotiable or business documents ;

To accept any deposits, except those made in virtue of judicial authority, that may be entrusted to it on the conditions that may be agreed on, and, to such effect, construct, acquire, procure by lease or other legal manner, maintain and manage suitable receptacles ;

To invest or loan its capital or other moneys which it may have the management of, and take such moveable and immoveable guarantees or securities it may deem necessary for said loans or investments or other debts due to the company ;

To borrow on mortgage and pledge its property or any part thereof ;

To acquire any business and custom in a business that the company is authorized to carry on and pay for same in money or partially or fully paid up shares of the capital stock of the company ;

To become a shareholder in other companies carrying on or authorized to carry on the same or any of the same kind of business as this company, by means of payments in money or in partially or fully paid up shares of its capital stock ;

To remunerate any person or company for services rendered in connection either with the subscription of the capital stock of the company or for its formation and organization or the management of its business ;

To do all and everything necessary, useful or advantageous to promote the purposes or any of them hereabove mentioned, under the name of "The Quebec Assurance & Brokerage, Limited", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business will be at Québec.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty sixth day of March, nineteen hundred and ten.

JOS. DUMONT,

1698

Deputy Provincial Secretary.

Avis de Faillites

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 101.

En vertu de l'acte de liquidation.

In re La Compagnie Gilbert, limitée.

Avis est par les présentes donné que par jugement rendu par la cour supérieure le 30ième jour de mars 1910, les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints dans cette affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la susdite compagnie devront les produire suivant la loi, à notre bureau, sous trente jours.

GEDEON E. BEGIN,

J. P. ROYER,

Liquidateurs conjoints.

Bureau, No 155, rue Wellington,
Sherbrooke, Québec.

Sherbrooke, 30 mars 1910.

1699

Bankrupt Notices

Canada,
Province of Québec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 101.

Under the winding up act.

In re "La Compagnie Gilbert Limitée."

Notice is hereby given that by a judgment rendered in the superior court on the 30th day of March, 1910, the undersigned were appointed joint liquidators in this matter.

All persons having claims against the aforesaid company must file them according to law, at our office, within thirty days.

GEDEON E. BEGIN,

J. P. ROYER,

Joint liquidators.

Office, No 155, Wellington street,
Sherbrooke, Que.

Sherbrooke, 30th March, 1910.

1700

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

In re J. E. Patenaude, Saint-Blaise, P. Q.,
 Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 31^e jour de mars 1910, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,

Curateur.

Bureau : Chambre 408, Edifice "Power"
 Montréal, 31 mars 1910. 1703

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re E. Demers, Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur les réclamations privilégiées, seulement et sera payable à mon bureau, 55 rue Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le 19 avril 1910.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra m'être produite dans les quinze jours de cet avis.

P. L. TURGEON,

Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier,
 Montréal. 1701

District de Kamouraska.

Louis Arthur Dionne, de Saint Denis de Kamouraska, marchand, a, le 30 mars 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 31 mars 1910. 1691

District de Beauce.

Re Napoléon Morin, marchand, Lambton,
 Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 avril 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 31 mars 1910. 1689

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*

In re J. E. Patenaude, Saint-Blaise, P. Q.,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 31st day of March, 1910, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : Room 408, "Power" building.
 Montreal, 31st March, 1910. 1704

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re E. Demers, Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend on privileged claims only, been prepared in this matter, and will be payable at my office, 55, Saint-François-Xavier, Montreal, on or after the 19th April, 1910.

Any contestation of said dividend must be filed with me within fifteen days of present notice.

P. L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier,
 Montreal. 1702

District of Kamouraska.

Louis Arthur Dionne, of Saint Denis of Kamouraska, merchant, has, on the 30th of March, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Building. Co.
 Quebec, 31st March, 1910. 1692

District of Beauce.

Re Napoléon Morin, merchant, Lambton,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th April, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 31st March, 1910. 1690

Index de la Gazette Officielle de Québec No 13.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—Dmes Barsalou vs Sicotte, 821 ; Boisvert vs Lafond, 823 ; Bonneau vs Bédard, 824 ; Carpentier vs Sauvé, 823 ; Gre vs Waldron, 821 ; Foucault vs Crevier, 823 ; Hamelin vs Jodoin, 823 ; Laurencelle vs Barthos, 822 ; Masse vs Masse, 822 ; McIntosh vs Cairnie, 822 ; Newton vs McDonald, 821 ; Paradis vs Fortier, 824 ; Pelletier vs Pepin, 822 ; Pénoveau vs Bourguignon, 823 ; Raiche vs Tanguay, 821 ; Rivet vs Caisse, 822.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Barsalou vs Sicotte, 821 ; Boisvert vs Lafond, 823 ; Bonneau vs Bédard, 824 ; Carpentier vs Sauvé, 774 ; Waldron, 821 ; Foucault vs Crevier, 824 ; Hamelin vs Jodoin, 824 ; Laurencelle vs Barthos, 774 ; Masse vs Masse, 822 ; McIntosh vs Cairnie, 822 ; Newton vs Macdonald, 821 ; Paradis vs Fortier, 824 ; Pelletier vs Pepin, 822 ; Prénoveau vs Bourguignon, 823 ; Raiche vs Tanguay, 821 ; Rivet vs Caisse, 822.

ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Coupal vs Boulé, 823 ; Dessureault vs Trottier, 823.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BEB AND BOARD :—Dmes Coupal vs Boulé, 823 ; Dessureault vs Trottier, 823.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 801.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c. 801.

AVIS :—Canadian Oil Company, 779 ; Dissolution d'écoles dissidentes, 752 ; Vente des terrains d'exposition de l'ancienne compagnie industrielle et agricole de Saint-Jean, P. Q., 808.

NOTICE :—Canadian Oil Company, 779 ; Dissolution of dissentent schools, 752 ; Sale of the exhibition grounds of the former Compagnie Industrielle et Agricole of Saint John, P. Q., 808.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 810 ; Conseil législatif, 802

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 810 ; Legislative Council, 802.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Canton Unis Ditchfield & Spalding, 802.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—United townships Ditchfield & Spalding, 802.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse Saint-Félix de Cheneville, 835.

FARMERS' CLUB :—Formation of :—Parish of Saint Félix de Cheneville, 835.

DEMANDES A LA LEGISLATURE :—Art Association of Montreal, 815 ; Canada Auto & Taxi Coy, 818 ; Canadian Light & Power Coy, 815 ; Central Heat, Light & Power Coy, 814 ; Compagnie avec autorisation de fabriquer et vendre le gaz, etc, 819 ; Cité de Montréal, 817 ; Cité de Québec, 815 ; Congrégation Nusach Hoari, 819 ; Congrégation Beth Israel of Lachine, 819 ; Corporation de la ville de Magog, 819 ; First Church of Christ Scientist, 814 ; La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, 818 ; La Compagnie Electricque de Dorchester, 814 ; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 813 ; L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, 818 ; Municipalité de la paroisse de Brébeuf, 816 ; Saint George Electric Coy, 712 ; Stanford, James et al, 816 ; The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta, 763 ; The Soulanges Power Coy, 813 ; The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas, 813 ; Vanier, J. Emile et al, 813 ; Ville d'Outremont, 818 ; Ville de la Longue Pointe, 818 ; Ville de Notre-Dame de Grâce, 817.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE —Art Association of Montreal, 815 ; Canada Auto & Taxi Coy, 818 ; Canadian Light & Power Coy, 815 ; Central Heat, Light & Power Coy, 814 ; Company for the manufacture and sale of gas, &c., 819 ; City of Montreal, 817 ; City of Quebec, 815 ; Congrégation Nusach Hoari, 819 ; Congregation Beth Israel of Lachine, 819 ; Corporation of the town of Magog, 819 ; First Church of Christ Scientist, 814 ; The Montreal Catholic School Board, 818 ; The Dorchester Electric Company, 814 ; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 813 ; L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint Viateur d'Outremont, 818 ; Municipality of the parish of Brébeuf, 816 ; Saint George Electric Coy, 712 ; Stanford, James et al, 816 ; The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta, 763 ; The Soulanges Power Coy, 813 ; The Syrian Greek Orthodox Church of Saint-Nicholas, 813 ; Vanier, J. Emile et al, 813 ; Town of Outremont, 818 ; Town of Longue Pointe, 818 ; Town of Notre-Dame de Grâce, 817.

FAILLIS :—Demers, 825 ; Demers, 837 ; Dubé, 825 ; Ducasse vs Lamontagne, 825 ; Dionne, 837 ; Garneau, 824 ; Goderre, 825 ; La Cie Gilbert, 836 ; Morin, 837 ; Paquet, 824 ; Patenaude, 837 ; Pomerleau, 825.

INSOLVENTS :—Demers, 825 ; Demers, 837 ; Dubé, 825 ; Ducasse & Lamontagne, 825 ; Dionne, 837 ; Garneau, 824 ; Goderre, 825 ; La Cie Gilbert, 836 ; Morin, 837 ; Paquet, 824 ; Patenaude, 837 ; Pomerleau, 825.

LETTRES PATENTES :—La Cie des Moulins à Bois Tourville, 804 ; La Cie du Parc Saint-Onge, 808 ; La Cie Gaulin, 806 ; La Cie Perrault, Audy, 804 ; L. J. Marchand, 802 ; Syndicat des Touristes, 805 ; The Quebec Assurance & Brokerage, 835 ; The Royal Montreal Golf Club, 804.

LETTERS PATENT :—The Tourville saw mill Coy, 804 ; La Cie du Parc Saint Onge, 808 ; La Cie Gaulin, 806 ; La Cie Perrault, Audy, 804 ; L. J. Marchand, 802 ; Syndicat des Touristes, 805 ; The Quebec Assurance & Brokerage, 835 ; The Royal Montreal Golf Club, 804.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :— Municipalité de Robertsonville, 803.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Northfield, 803.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :—Argenteuil, 835 ; Terrebonne, 835.
Commissaires pour recevoir affidavits, 801.
Conseillers municipaux :—Village de la Tuque Falls ; 835.
Juges de paix :—Chicoutimi, 801 ; Saint-François, 802.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Jos. Alf. Bonin, 803.

ORDRE DE COUR :— The Imperial Life Assurance Company vs Dme Racine, 826.

RÉSOLUTION :— Municipalité du comté de Richelieu, 819.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :— Duclos vs Cormier, 827.

CHICOUTIMI :— Gauthier vs Tremblay, 829 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Grenier, 828 ; Michaud (Dme) vs Potvin, 828.

JOLIETTE :— Archambault vs Martel, 830 ; Dumontier vs Deshy et al, 829 ; La Foncière vs Duplessis, 830 ; Nageau vs Bélaire, 830.

KAMOURASKA :— Bérubé vs Soucy, 832 ; La Banque Nationale vs Duval, 831.

MONTRÉAL :— Dupuis vs Robert, 832.

QUÉBEC :— Chasseur (Delle) alias Lechasseur vs Durand, 834 ; The London Association Corporation vs Gosselin et al, 832.

TROIS-RIVIÈRES :— Lapointe vs Bourassa, 834.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :— Municipality of Robertsonville, 803.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c. :—Northfield, 803.

APPOINTMENT :— School Commissioners :—Argenteuil, 835 ; Terrebonne, 835.
Commissioners to receive affidavits, 801.
Municipal councillors : Village of La Tuque Falls, 835.
Justices of the peace :—Chicoutimi, 801 ; Saint Francis, 802.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :— By Jos. Alf. Bonin, 803.

ORDER OF COURT :— The Imperial Life Assurance Company vs Dme Racine, 826.

RESOLUTION :— Municipality of the county of Richelieu, 819.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :— Duclos vs Cormier, 827.

CHICOUTIMI :— Gauthier vs Tremblay, 829 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Grenier, 828 ; Michaud (Dme) vs Potvin, 828.

JOLIETTE :— Archambault vs Martel, 830 ; Dumontier vs Deshy et al, 829 ; La Foncière vs Duplessis, 830 ; Nageau vs Bélaire, 830.

KAMOURASKA :— Bérubé vs Soucy, 832 ; La Banque Nationale vs Duval, 831.

MONTRÉAL :— Dupuis vs Robert, 832.

QUÉBEC :— Chasseur (Delle) alias Lechasseur vs Durand, 833 ; The London Association Corporation vs Gosselin et al, 832.

THREE RIVERS :— Lapointe vs Bourassa, 834.

